Le Cahier de l'ACSALF

Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française

Volume 4, no. 2, décembre 2007

« Terrains » et « espaces » des anthropologues et sociologues d'ici

Mot du président

Paul Sabourin,
Département de sociologie, Université de Montréal

L'ACSALF veut transmettre la connaissance anthropologique et sociologique

Ce cahier de l'ACSALF s'adresse à ceux qui veulent connaître l'enseignement de la sociologie et de l'anthropologie de langue française dans les CEGEPS et les universités. Pour plusieurs personnes qui liront ces pages, l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (ACSALF) n'est pas une organisation connue.

Notre association est née dans les années 70 afin de dynamiser la vie intellectuelle de nos disciplines et de diffuser à un plus large public la connaissance anthropologique et sociologique. Au cours des ans, de nombreuses activités ont été organisées : des colloques, des tables rondes ouvertes au public, des prix pour souligner l'excellence de la contribution d'étudiants, des bulletins d'information afin de

faire connaître les emplois, les conférences, les colloques, les publications que produisent à chaque mois les membres de l'ACSALF et enfin, des cahiers comme celui-ci, qui abordent d'une façon éditoriale une question fondamentale concernant la vie sociale et nos disciplines au Québec et ailleurs.

Nous sommes présentement à développer un ambitieux projet de colloque intitulé *Obstacles, tremplins, mutations de la critique sociale : un dialogue nord-sud*. L'anthropologie et la sociologie se doivent d'informer les citoyens sur la vie sociale, laquelle est complexe, en profonde transformation que l'on parle d'économie, de culture, de politique, de santé, d'immigration, de mondialisation, etc. Or, les personnes qui ont la

curiosité intellectuelle de se questionner à propos de la vie sociale contemporaine trouveront matière à se mettre sous la dent dans ce numéro comme le précisera l'éditrice de ce numéro Lucie Mercier.

La sociologie et l'anthropologie sont des savoirs qui permettent de comprendre la diversité des modes de pensée et d'action des personnes et des groupes sociaux. Il est dans sa « nature » de transmettre à une autre génération, différente par ses expériences, les acquis de ses recherches afin que ces nouveaux venus réactualisent, critiquent et développent une connaissance plus approfondie de la vie sociale. C'est l'invitation que vous lance ce numéro.

Un mot de l'éditrice

Lucie Mercier,
Département des sciences sociales, Collège de Saint-Jérôme

Pour cette édition du *Cahier de l'ACSALF* nous avons fait appel à différents collègues des départements universitaires partenaires de notre association ainsi qu'à des professeurs d'anthropologie et de sociologie des CEGEPS afin qu'ils présentent le portrait de leur département ou qu'ils dressent un bilan de leur discipline dans le réseau collégial.

Par ce projet, nous souhaitons offrir aux lecteurs d'ici et d'ailleurs un aperçu de la formation en anthropologie et en sociologie franco-ontarienne et québécoise d'hier et d'aujourd'hui, ainsi qu'une vitrine sur la vie départementale et la gestion des programmes les supportant au plan institutionnel. Qu'il soit adressé à un membre régulier de l'ACSALF

consultant assidûment cette publication, un collégien québécois aspirant à la formation anthropologique ou sociologique, un étudiant, chercheur ou professeur étranger souhaitant s'affilier à un département universitaire canadien, ou tout autre spécialiste, nous avons la conviction que ce numéro répondrait à leurs attentes. Il nous apparaissait d'autant plus profitable pour notre association de présenter un panorama sur le développement de nos disciplines à toute personne soucieuse d'explorer la progression de l'anthropologie et de la sociologie relativement au « temps » et à l'« espace » de notre propre société et supportée par ses institutions académiques.

Sommaire

Raymond Massé, <i>L'anthropologie à l'Université Laval</i>	2
Melanie Bédard, André Turmel, <i>Le Département de sociologie de l'Université Laval (1943-2006) : son origine et ses orientations</i>	5
Jean-Guy Lacroix, <i>Département de sociologie de l'UQAM</i>	7
Guy Lanoue, <i>L'anthropologie à ses débuts à l'Université de Montréal</i>	9
Leslie Laczo, Marie-Blanche Tahon, <i>Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université de Ottawa</i>	10
Paul Sabourin, <i>Le Département de sociologie de l'Université de Montréal</i>	11
Claire Denis, <i>Sociologie et enseignement collégial</i>	13
Marc Perreault, <i>Un anthropologue « à la marge » et la découverte des espaces de jeux</i>	16
Frédéric Parent, <i>Inspirations monographiques. Extraits d'un journal de terrain</i>	16
Jean-Claude Muller, <i>Radios et « étranges lucarnes » en Afrique</i>	17

Depuis cette invitation à nous informer globalement sur l'enseignement de la sociologie et de l'anthropologie dans les universités et les CEGEPS, nous avons donc pu rassembler une série d'articles¹ traitant de la vie académique et pédagogique du *Département d'anthropologie de l'Université Laval*, du *Département de sociologie de l'Université Laval*, du *Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université d'Ottawa*, du *Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal*, du *Département de sociologie de l'Université de Montréal* et du *Département d'anthropologie de l'Université de Montréal*. Nous avons également obtenu un texte de réflexion sur les défis et les enjeux de la transmission du savoir sociologique en contexte de programmes d'études collégiaux diversifiés, ainsi que trois témoignages d'anthropologues sur leurs moments premiers de leurs inspirations.

Dans ce cahier, sont en premier lieu réunis les textes explorant chacun de ces départements universitaires et dont les auteurs présentent, non sans fierté, leur monographie, la chronologie de leur fondation et de leurs phases majeures de développement, les écoles de pensée enseignées, le nom d'intellectuels y ayant œuvré et le titre de leurs écrits honorés, l'annonce de leurs projets de programme, leurs avancées et leur rayonnement internationaux, leurs publications officielles et revues, etc. Bref, des propos de ces collaborateurs on y décèle

un souci soutenu de dévoiler le dynamisme de leur environnement professionnel et intellectuel et l'ancrage de leurs expertises dans la formation et la recherche. Par la suite le lecteur découvrira un écrit d'un tout autre propos sur l'enseignement et la formation de la sociologie en milieu collégial québécois. Une collaboratrice enseignante au *Collège de Sherbrooke* a en effet rédigé une réflexion à la fois critique et instructive relativement aux programmes d'études en réseau collégial et au positionnement de la sociologie. Dans cette réflexion, elle rappelle que dans les collèges québécois les départements constituent des unités administratives dont la mission initiale ne repose point sur celle du rayonnement et de la reconnaissance scientifique. La composition disciplinaire de ces derniers étant différenciée d'un collège à l'autre, elle nous informe de conflits d'intérêts inhérents à cette réalité au détriment de l'amélioration des programmes d'études. Par ailleurs, pour un enseignement soutenu et cohésif de cette discipline en réseau collégial, elle interpelle et interroge la communauté des universitaires pour des collaborations plus efficaces, si ce n'est pour favoriser un renouvellement didactique de la sociologie et un développement cohérent de son corpus disciplinaire.

Enfin, pour ce qui est des trois derniers textes, des collaborateurs anthropologues, par leur éloquence le lecteur en soutirera une empathie certaine envers la démarche réflexive

de l'anthropologue imprégné par ses propres terrains d'observation.

Bref, ce présent numéro offre un contenu représentatif du regard anthropologique et de l'imagination sociologique d'ici mais traités sous l'angle de leur enseignement, de l'évolution de leurs champs de recherche, de la transformation des programmes d'études et de recherches, des enjeux liés aux collaborations interdisciplinaires², de la suscitation de débats intellectuels en contexte du Canada francophone et de la société québécoise, de l'émergence des rapports sociaux conflictuels desquels ils se sont promus; tout en soulignant des moments marquants de leur institutionnalisation. À première vue, sa consultation permet de découvrir des propos plutôt formels qu'analytiques sur la reproduction de nos disciplines. Mais par la suite, au plan intellectuel on ne peut que s'interroger différemment sur l'ensemble des contingences que posent nos institutions à l'endroit de la critique sociale, de l'enseignement et de la recherche. À titre d'exemple, suite à cette lecture sur la vie départementale en milieu universitaire il est plausible d'y déceler un système de nomenclatures plutôt favorable au professionnalisme du scientifique et de ses champs de recherche, mais souvent au détriment d'un réseau de collaborations éthiques et savantes ayant également pour finalité l'engagement social de l'intellectuel.

Bonne lecture!

¹ Mes remerciements les plus sincères aux auteurs de ces textes pour leur précieuse contribution.

² Éventuellement l'ACSALF devra aussi inviter les anthropologues et sociologues d'ici ou d'ailleurs à se prononcer sur leur vécu institutionnel en contexte de départements à la fois universitaires et pluridisciplinaires.

L'anthropologie à l'Université Laval

Raymond Massé³,
Département d'anthropologie, Université Laval

L'anthropologie se constitue comme discipline à partir du XIX^e siècle, suite aux contacts avec des façons de vivre variées et parfois curieuses pour les Européens de l'époque. Englobant tous les aspects de la vie sociale et culturelle, y compris les artefacts, le langage et les marqueurs biologiques, avec le temps, le domaine couvert par l'anthropologie s'est à la fois complexifié et spécialisé, obligeant les chercheurs et les départements à faire des choix. Le *Département d'anthropologie de l'Université Laval* offre un programme unique centré sur l'anthropologie sociale et culturelle préoccupée avant tout par les sociétés humaines, leur organisation et leur transformation, mais aussi par le sens qu'attribuent les collectivités au monde dans lequel elles évoluent et aux relations qui s'y nouent.

Créé en 1970, le *Département d'anthropologie de l'Université Laval* est l'un des plus importants au Canada dans le domaine de l'anthropologie sociale et culturelle. Depuis sa création, il s'y est produit plus de 50 thèses de doctorat et 200 mémoires de maîtrise.

Un enseignement de qualité

Étudier l'anthropologie sociale et culturelle à l'Université Laval, c'est développer une nouvelle manière de réfléchir sur le monde et apprendre à mieux le connaître à travers ses multiples réalités locales. Les étudiants sont initiés aux théories et aux méthodes de la discipline. Le programme met l'accent, entre autres, sur l'étude des sociétés et des cultures contemporaines, leur spécificité, leur diversité et les modalités de leurs interactions. Il favorise le développement du regard critique et une aptitude au décentrement socioculturel.

Les membres du corps professoral ont des parcours très diversifiés et ont développé leur expertise dans de multiples régions du monde, avec un intérêt particulièrement marqué pour les pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud, de la Caraïbe mais aussi pour les populations autochtones d'Amérique (Inuits, amérindiens du Canada, autochtones d'Amérique centrale).

Convaincus que la force de l'anthropologie réside dans son appréhension des phénomènes socioculturels dans toute leur complexité, les collègues du département privilégient un ou plusieurs des champs de recherche et d'enseignement suivants: le symbolique, les rituels et le sens, le politique et

l'économique. Des équipes de recherche centrées sur des thèmes d'actualité ajoutent à ce dynamisme et constituent des opportunités pour ceux et celles qui cherchent à faire des apprentissages complexes.

Deux centres de recherche sont affiliés au Département d'anthropologie de l'Université Laval, soit Le CRISES⁴ (Centre de recherche sur les innovations sociales) et Le CIÉRA (Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones)⁵. De plus, une équipe travaille aussi dans le projet international, soit le Projet ECHO (Encyclopédie culturelle hypermédia de l'Océanie)⁶.

Le personnel

Le *Département d'anthropologie de l'Université Laval* est dirigé par Marie-Andrée Couillard (Directrice du département), Sylvie Poirier (Directrice des programmes de premier cycle) et Abdelwahed Mekki-Berrada (Directeurs de programmes de deuxième et troisième cycles). Outre ses professeures et professeurs associés, le corps professoral du Département d'anthropologie de l'Université Laval

est composé de quatorze professeures et professeurs réguliers, de chargé(e)s de cours, et d'une dizaine de professeures et professeurs associés. On retrouve dans cette dernière catégorie plusieurs professeures et professeurs retraités qui n'en demeurent pas moins très actifs au niveau de la recherche et du soutien à l'encadrement d'étudiants gradués.

Le fait que les membres du corps professoral aient acquis des formations dans plusieurs sous-disciplines de l'anthropologie permet non seulement un grand choix de thèmes et d'intérêts régionaux, mais assure surtout un encadrement de qualité en offrant une formation originale inspirée des traditions française, britannique et américaine. Ces professeurs et professeures réguliers du département constituent une équipe chevronnée compte tenu de leurs multiples spécialisations pour n'en nommer que quelques-unes : mondialisation et sociétés de la modernité (Claude Bariteau), économie non monétaire et urbanisation dans le Tiers-Monde (Manon Boulianne), chamanisme et cosmopolitisme (Jean-Jacques Chalifou), technocratie et bureaucratie et assignation identitaire (Marie-Andrée Couillard), anthropologie linguistique et Inuit (Louis-Jacques Dorais), écologie politique et anthropologie maritime (Sabrina Doyon), anthropologie de l'environnement et études critiques du développement (Martin Hébert), genres et paysannerie (Marie France Labrecque), mission et évangélisation, transmission des savoirs et éducation (Frédéric Benjamin Laugrand), anthropologie médicale et méthodes de recherche qualitatives (Raymond Massé), ethnomédecine et ethnopsychiatrie et santé mentale en contexte de refuge et d'immigration (Abdelwahed Mekki-Berrada), anthropologie des religions et systèmes culturels du rêve (Sylvie Poirier), anthropologie de la modernité, du corps et des soins et études québécoises et brésiliennes (Francine Saillant), mémoire et histoire, Nord canadien et circumpolaire (François Trudel).

Un département dynamique

Le *Département d'anthropologie de l'Université Laval* est un département dynamique qui encourage les interactions, les échanges, tant à l'interne qu'avec ceux et celles qui sont déjà sur le marché du travail. C'est dans ce contexte que le Département d'anthropologie outille ses étudiants et étudiantes pour appréhender le monde contemporain et la cohabitation dans la diversité culturelle. Les étudiants et étudiantes peuvent aussi bénéficier des compétences professorales dans une grande variété de perspectives théoriques et méthodologiques qui s'ancrent dans une expertise ethnographique d'une grande diversité en permettant

d'appréhender les réalités propres à des régions situées aux quatre coins du globe (ex : Afrique, Océanie, Antilles, Amérique latine, Asie du Sud-Est). Le département est aussi particulièrement réputé pour ses études sur les autochtones, que ce soit ceux des régions nordiques et circumpolaires, y compris les Inuits, ou ceux habitant les régions urbaines; les autochtones australiens, ceux de l'Amérique du Sud et de la Sibérie. La formation offerte vise également à favoriser l'échange avec d'autres disciplines des sciences sociales et humaines en permettant aux étudiantes et aux étudiants du baccalauréat spécialisé de se familiariser avec l'interdisciplinarité, notamment l'archéologie, l'économie, l'ethnologie, la géographie, l'histoire, la linguistique, la science politique, la psychologie et la sociologie.

Forces de l'enseignement en anthropologie sociale et culturelle à l'Université Laval, Le *Département d'anthropologie de l'Université Laval* prépare les étudiants à une carrière en anthropologie en leur offrant une solide formation théorique et méthodologique. En effet, au baccalauréat, les cours à caractère méthodologique représentent pas moins de 135 heures d'enseignement et les cours de théories, 360 heures. S'y ajoutent 135 heures consacrées à l'apprentissage pratique. La formation offerte par ce département prépare donc solidement, dès le premier cycle, les futurs anthropologues autant à l'enseignement et à la recherche qu'au marché du travail en général.

Une force transversale

La principale caractéristique de notre département à taille humaine est l'encadrement personnalisé et le suivi régulier des étudiants, du baccalauréat au doctorat. Cette préoccupation pour une grande disponibilité des professeurs et pour les échanges professeurs-étudiants fut et sera toujours priorisée en dépit des nombreuses activités de recherche des professeurs.

Formation méthodologique

De par les multiples et différents postes que les anthropologues sont appelés à occuper au sein de la société, l'acquisition et la démonstration d'une bonne formation en techniques d'enquête et d'analyse s'avère une compétence essentielle. D'ailleurs, plusieurs sont les employeurs qui cherchent à engager spécifiquement des anthropologues au sein de leurs équipes de travail en raison de leur solide formation en méthodologies qualitatives. À l'Université Laval, plusieurs cours sont consacrés à l'acquisition de ces connaissances et font partie du corpus des cours obligatoires. Les principaux cours sont *Technique d'enquête et ethnographique*⁷, *Méthodes d'analyse de*

*données qualitatives*⁸ et *Méthodes et concepts en recherches qualitatives*⁹.

Apprentissage pratique

Cette formation méthodologique est couplée avec une formation pratique qui couvre 9 crédits, soit l'équivalent de trois cours. Cette formation offre à l'étudiant la possibilité d'acquérir une première expérience de travail en anthropologie, sous forme de «stages», représentant 135 heures de formation au baccalauréat. Cette formation pratique est unique parmi les autres départements d'anthropologie francophones de l'Amérique du nord et est très appréciée des étudiants qui peuvent mettre à contribution leurs connaissances méthodologiques et théoriques au sein d'une entreprise. Cette formation pratique peut soit se dérouler dans un organisme du Québec ou à l'étranger.

Formation théorique

Cette formation pratique et méthodologique est complétée, bien sûr, par une solide formation théorique qui reflète les derniers développements et la pluralité des théories en anthropologie sociale et culturelle contemporaine. Les cours théoriques obligatoires au premier cycle sont *Introduction à l'anthropologie*; *Histoire et théories en anthropologie*; *Histoire et théories en anthropologie II*; *Parenté et organisation sociale*; *Théories de la culture*; *Débats contemporains en anthropologie*; *Terrains et pratiques anthropologiques* et *Épistémologie et réflexivité*.

La formation du département d'anthropologie est soucieuse des attentes du milieu du travail face aux scientifiques sociaux. Les diplômés en anthropologie de l'Université Laval travaillent dans une multitude d'organismes gouvernementaux (ministères, CLSC, notamment en santé, mais aussi en développement international), paragouvernementaux (groupes de recherche subventionnés, associations autochtones, ONG) ou communautaires et ce, à chaque fois qu'il s'agit de faire le pont entre des cultures ou des pratiques qui exigent une compréhension des sociétés humaines dans toute leur complexité.

Nos diplômés s'impliquent aussi dans la défense des droits dans des dossiers comme l'écologie, la biotechnologie, l'éthique, la situation des femmes, des minorités, des jeunes, des groupes populaires en général et ceux vivant différentes formes d'oppression politique ou économique. Enfin, plusieurs sont chercheurs ou sont plus directement impliqués dans le domaine de la communication et des médias en général, encore une fois de par leur capacité à saisir rapidement les facettes multiples d'une situation, notamment lorsqu'elle implique des modes de vie différents.

Les programmes offerts au Département d'anthropologie de l'Université Laval

Les programmes de 1er cycle

Le Département d'anthropologie offre quatre programmes d'études de 1er cycle auxquels se rattachent des objectifs particuliers.

Le certificat en anthropologie (30 crédits – 2 sessions) vise à initier l'étudiant ou l'étudiante à la démarche anthropologique en lui fournissant des connaissances générales dans les principaux domaines de l'anthropologie. Pour sa part, le certificat en études autochtones (30 crédits – 2 sessions) permet aux étudiants et étudiantes d'acquérir un savoir portant sur les sociétés et les cultures autochtones, notamment afin de les habiliter à travailler avec ces dernières. Le baccalauréat en anthropologie (90 crédits – 6 sessions) offre à l'étudiant une formation spécialisée qui le prépare tant au marché du travail qu'aux études de 2e cycle. Ce programme met les étudiants et les étudiantes en contact avec les axes de recherche privilégiés en anthropologie sociale et culturelle tout en leur permettant d'acquérir les méthodes de recherche nécessaires à l'exercice de leur profession. De plus, le baccalauréat en anthropologie s'illustre par sa composante « formation pratique » de 9 crédits qui permet de s'initier au monde de l'emploi, par l'apprentissage de la recherche ou un stage en milieu de travail. Avec cette formation, les connaissances acquises lors des trimestres précédents prennent un sens nouveau parce qu'elles sont appliquées à des contextes concrets et qu'elles deviennent l'occasion d'une réflexion plus approfondie. Quant au baccalauréat intégré en anthropologie et en ethnologie (90 crédits – 6 sessions), il offre aux étudiants et étudiantes une formation en anthropologie sociale et culturelle et en ethnologie, en tenant compte du développement propre à cette dernière discipline dans le contexte québécois. Tout comme le baccalauréat en anthropologie, ce programme constitue une entrée tant sur le

marché du travail qu'à la poursuite d'études aux cycles supérieurs puisque l'étudiant ou l'étudiante acquiert au cours de son cheminement un bagage à la fois théorique et méthodologique.

Les cours de 1er cycle offerts au département intègrent des outils pédagogiques basés sur les technologies de l'informatique en permettant aux étudiants et étudiantes d'avoir accès à un support à la formation en classe à partir de l'interface Internet WebCT.

Les programmes de 2e et 3e cycles

Le programme de maîtrise en anthropologie constitue la première étape d'une formation professionnelle à la recherche, que l'étude soit menée sur le terrain ou en milieu de travail. Cette initiation à un domaine de spécialisation peut conduire à la poursuite d'études approfondies, notamment au programme de doctorat, ou déboucher directement sur un emploi. Ce programme permet d'apprendre la façon dont on situe un

Marc-Adélaïde Tremblay, étudiant à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, 1950

problème de recherche dans la discipline ainsi que les démarches appropriées et les techniques qui en découlent. Le programme de 2e cycle est aussi l'occasion d'approfondir les règles de l'écriture scientifique telle que pratiquée par les pairs, notamment lors de l'exercice qui clôt le processus, soit la rédaction du mémoire. À l'issue de cette formation, la candidate ou le candidat est en mesure de comprendre, voire de collaborer avec n'importe quel spécialiste des sciences sociales, tout en se situant dans sa propre discipline¹⁰.

Le programme de doctorat en anthropologie s'inscrit en continuité avec les programmes de maîtrise jugés équivalents. Il permet à l'étudiant et à l'étudiante de contribuer à l'avancement des connaissances tant aux plans théoriques que méthodologiques ainsi que de se situer de manière critique face aux grands débats de l'heure dans la discipline et dans le champ de spécialisation choisi. La thèse et sa soutenance, qui représentent l'aboutissement du processus de formation, font la preuve que la personne sait présenter par écrit et oralement, de façon claire et cohérente, un problème intellectuel complexe selon les normes de sa discipline. La réalisation d'une thèse de doctorat est donc à la fois l'occasion d'accéder à un degré élevé d'autonomie, de déployer sa créativité et son originalité en dehors des contraintes du milieu de travail tout en se préparant à s'y faire une place.

Une vie étudiante riche

L'association étudiante du département (Association des étudiants et étudiantes en anthropologie AÉÉA) participe étroitement à la vie du département en organisant des activités à caractère pédagogique ou socioculturel, par exemple la tenue d'une semaine multiculturelle ou l'organisation d'une rencontre avec des Innus. De même, l'association publie un journal étudiant, *Le Potlatch*, et dispose d'un local. C'est l'endroit privilégié de rencontre des étudiantes et des étudiants du département¹¹.

³ Au moment de l'écriture de ce texte, monsieur Massé occupait le poste de Directeur du Département d'anthropologie de l'Université Laval.

⁴ www.crisis.uqam.ca

⁵ www.ciera.ulaval.ca

⁶ www.oceanie.org

⁷ Permet aux étudiants de s'initier aux techniques de recherche de base ainsi que d'organiser leur matériel d'enquête. On y aborde également les notions d'éthique reliées à la recherche auprès de populations humaines.

⁸ Fait un tour d'horizon des principales méthodes d'analyse de données qualitatives telles l'analyse de contenu thématique et les études de cas. On y aborde aussi des notions de base de traitement statistique des données textuelles de même que la manipulation d'un logiciel de traitement des données qualitatives (Nvivo).

⁹ Aborde de façon plus spécifique une méthode plus avancée en analyse qualitative soit la méthodologie de la théorisation ancrée (grounded theory). Les étudiants ont aussi l'opportunité de se familiariser avec les définitions et l'opérationnalisation de concepts fréquemment utilisés en anthropologie tels ceux de valeurs et de représentations sociales. Ce second cours de méthodes qualitatives aborde enfin les débats sur les critères de validité et de fiabilité des analyses de données qualitatives.

¹⁰ Il est important de noter que le département permet, sous certaines conditions, aux étudiants et étudiantes inscrits à la maîtrise de faire un passage accéléré au doctorat, ce qui les décharge notamment de l'enquête proprement dite et de la rédaction du mémoire.

¹¹ Il est possible d'y manger, prendre un café, discuter et s'informer des activités de l'association étudiante. Le tableau d'affichage du local permet aux étudiants et étudiantes de connaître les activités courantes du département.

Le Département de sociologie de l'Université Laval (1943-2006): son origine et ses orientations¹²

Mélanie Bédard, doctorante, Université Laval
André Turmel¹³, Département de sociologie,
Université Laval

Les programmes actuels et la diversité des champs de recherche au département de sociologie de l'Université Laval demeurent tributaires d'une conception de la discipline qu'on y véhicule depuis sa fondation. Elle se résume essentiellement en quatre tendances : 1) la sociologie s'inscrit dans la tradition des auteurs classiques ; 2) elle se fait et s'enrichit par l'enquête (intuition, exploration et réflexions générales tirées de ou appuyées sur l'étude de cas) ; 3) elle doit participer à un échange de connaissances avec les autres disciplines des sciences sociales ; et 4) son étude des phénomènes sociaux ne peut esquiver l'étude de sa propre société, d'où l'importance accordée aux études sur le Québec.

La conception scientifique et généraliste de la discipline est présente dès la fondation du *Département de sociologie et de morale sociale* en 1943. En 1951, sous la direction de Jean-Charles Falardeau, son appellation devient d'ailleurs *Département de sociologie* pour officialiser son souci originel d'une recherche objective. Jusqu'en 1966, tous les étudiants de la Faculté des sciences sociales devaient partager une année ou une session complète de formation général (jusqu'en 1948 et de 1959 à 1966), après quoi ils se dirigeaient vers l'une ou l'autre des spécialisations (sociologie, économique, relations industrielles ou service social) menant à une maîtrise. En 1961, le Département avait créé deux options générales pour la troisième année, l'une en sociologie et l'autre en anthropologie. Il devenait alors le *Département de sociologie et d'anthropologie*, suivant l'initiative de Fernand Dumont alors nouveau directeur. Celui-ci aurait voulu, s'il y avait eu suffisamment de professeurs disponibles, inclure également la psychosociologie. La vocation bidisciplinaire fut conservée jusqu'à la querelle de 1969-1970 entre certains professeurs d'anthropologie et de sociologie qui mena à la création du *Département d'anthropologie* en 1970. Depuis ce temps, le *Département de sociologie* a retrouvé son ancienne appellation mais n'a jamais cessé de s'enrichir des échanges avec d'autres disciplines, particulièrement à partir du milieu des années 1970, par l'embauche de professeurs d'origines disciplinaires diverses. D'après Nicole Gagnon (1988), les différents programmes de 1^{er} cycle ont comporté depuis

les années 1960 plus ou moins quatre blocs principaux : les théories classiques, les cours de méthodes, la sociologie du Canada français et du Québec, et les sociologies thématiques¹⁴. Les classiques de la sociologie et souvent même de la philosophie, y constituent la base des cours obligatoires de théorie. En parallèle, les étudiants au baccalauréat et à la majeure ont toujours dû suivre des cours d'analyse statistique, de méthodes de recherche et d'épistémologie en plus de choisir parmi des cours de sociologie thématique dont l'offre varie chaque année. Des cours obligatoires de troisième année comme « Auteurs contemporains et enjeux théoriques » et « Sociétés postindustrielles » garantissent enfin une certaine connaissance des sociologues contemporains. Les exigences de synthèse et d'appropriation de la discipline communes à ces cours font beaucoup lire et écrire les étudiants, en plus de les initier aux méthodes d'enquête et d'analyse par divers exercices et par des travaux pratiques visant l'intégration des connaissances et des savoir-faire du sociologue.

L'attrait que les travaux de l'École de Chicago exercèrent sur Jean-Charles Falardeau et son séjour à l'université de la même ville détermina l'importance accordée à la pratique de la recherche dès les premières années. Les étudiants apprenaient à faire de la recherche pour la recherche, sans qu'il n'y ait d'objectif d'intervention ; il s'agissait d'une « pédagogie du regard sociologique » (Gagnon, 1988, p. 85). Plusieurs formules de cours de travaux pratiques furent tentées depuis. La formule la plus définitive demeure celle mise en application en 1982-1983 par Denys Delâge et qui, pour l'équivalent en crédits de quatre cours depuis 1988-1989, exige la réalisation en équipe d'une enquête, sur commande d'un réel client, avec l'encadrement hebdomadaire d'un étudiant aux cycles supérieur en plus de celui du professeur, dans le respect strict d'un délai de deux sessions. La formule de ce *Laboratoire de recherche*, rappelant l'esprit d'un apprentissage en atelier sous la supervision d'un maître et d'un compagnon, a été plusieurs fois révisée et est progressivement devenue l'œuvre collective de ceux qui en ont alternativement assumé la responsabilité (aussi Andrée Fortin, Simon Langlois, Jean-Jacques Simard et plus récemment, Madeleine Pastinelli). Exaltante révélation intellectuelle et professionnelle pour plusieurs étudiants qui remettent fièrement leur volumineux rapport au commanditaire en fin d'année, le « Labo » s'avère une réussite pédagogique

exceptionnelle qui fait la fierté du Département.

La formation de deuxième et de troisième cycle ne suit pas de « programme » proprement dit. Les étudiants s'inscrivent à six séminaires à la maîtrise, à trois au doctorat, dont un séminaire de thèse obligatoire à chaque niveau. Les sujets des séminaires s'inscrivent dans les champs d'intérêts des professeurs qui cependant gardent le souci de transmettre un savoir généraliste tout en invitant les étudiants à intervenir de façon originale, par des lectures communes et individuelles, des présentations et des essais souvent sur des sujets de leur choix, mais liés au thème du séminaire. Une séquence d'épreuves académiques fut élaborée au fil des années afin d'encadrer davantage les étapes de la thèse : introduction du projet de thèse en 1976, révision de l'examen de synthèse en 1992, désormais composé de trois questions, ajout d'un court avant-projet de thèse depuis 2004. Tous les étudiants qui remplissent les différents objectifs à l'intérieur des délais prescrits bénéficient depuis le tournant des années 2000 d'une aide financière à l'issue de chaque étape. Si le pourcentage du nombre d'inscriptions aux cycles supérieurs a toujours été relativement élevé (15,7% en 1968), le département est carrément devenu un lieu de formation pour les études avancées avec le sommet de 51,0% rencontré en 1997 (sur 312 étudiants au département ; en 2005, 49,1% des 232 étudiants). Parmi les inscrits aux études avancées, entre 1/5 et 1/10 viennent de l'extérieur du Québec depuis le milieu des années 1980, proportion ayant atteint le sommet de 37,1% en 1994. De ce nombre, beaucoup sont venus d'Afrique, du Nord ou subsaharienne, étant donné a place traditionnellement accordée aux études sur ce continent au département¹⁵.

Composé de six professeurs en 1959, le corps professoral s'est maintenu pendant longtemps à vingt-cinq professeurs (jusqu'en 1994), pour redescendre à dix-huit depuis 1999, malgré l'embauche de trois professeurs depuis 2002. Il s'agit donc d'un département assez petit mais toujours dynamique. Plusieurs événements en témoignent. De grands colloques y ont été tenus : d'abord celui de 1952 organisé par Jean-Charles Falardeau¹⁶ sur le Québec contemporain, thème qui fut repris en 1962 à l'occasion du premier colloque convoqué par la revue *Recherches sociographiques*, première revue spécialisée sur le Québec en sciences sociales, deux ans après son lancement par Falardeau, Dumont et Luc Martin.

Il y eut trois autres colloques de la revue durant la décennie 1960 (à l'organisation desquels participèrent aussi Jean-Paul Montminy et Marc-André Lessard), flambeau qui ne fut repris qu'en 1984, à nouveau sur le thème de la recherche sur le Québec et le Canada français. Les biannuels *Séminaires Fernand-Dumont*, patronnés conjointement par la revue et le Département depuis 2001 à la Forêt Montmorency, sous la responsabilité de Gilles Gagné, relancent cet esprit d'échange entre éminents chercheurs de différentes disciplines autour du Canada français et du Québec (Gagné, dir., *L'antilibéralisme au Québec au XXe siècle*, 2001 ; *Le Canada français. Son temps, sa nature, son héritage*, 2006). Gilles Gagné (*Main basse sur l'éducation* (dir.), 1999) et Olivier Clain ont de plus participé en 1987 à la fondation de la revue *Société*, avec Michel Freitag et Jacques Mascotto de l'UQAM, dans laquelle les auteurs jettent un regard critique sur les passages de la modernité à la post-modernité. Deux congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF), le V^e en 1964 sur les classes sociales et le XVI^e en 2000 intitulé « Une société monde? », ont donné une visibilité internationale au Département, de même que le colloque de l'AISLF de 2004 sur les modes d'explication en sociologie. Deux professeurs du département ont été présidents de l'AISLF : Fernand Dumont (1975-1978) et Daniel Mercure (2000-2004), aussi fondateur et directeur depuis 1988 de la collection « Sociologie contemporaine » aux Presses de l'Université Laval, diffusée en France par Gallimard.

Avant que ne se généralise la participation de plusieurs professeurs à des groupes et des centres de recherche extérieurs au département, quelques structures communes furent expérimentées au-delà des recherches individuelles. Ce fut le cas du vaste chantier du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ, 1963-1966) dont Gérard Fortin fut directeur de recherche et dans lequel plusieurs professeurs et étudiants de la Faculté des sciences sociales de Laval se sont investis. Il y eût ensuite l'Institut supérieur des sciences humaines (ISSH), fondé en 1967 par des professeurs seniors de sciences sociales, d'histoire et de philosophie pour l'étude des « phénomènes culturels », axe dirigé par Dumont, et pour les recherches en aménagement et développement du territoire, axe dirigé par Fortin avant son départ pour la direction du Centre de recherches urbaines et régionales de l'INRS en 1970. Jean Hamelin et

Fernand Dumont furent particulièrement actifs et les travaux menés dans le cadre de l'ISSH donnèrent lieu à plusieurs publications de 1969 à 1981, notamment les *Cahiers de l'ISSH* et les quatre volumes reprenant les travaux produits dans un séminaire conjoint en histoire et en sociologie sur les *Idéologies au Canada français* (Dumont, Hamelin et Montminy (dirs.), 1971, 1974, 1978, 1981). L'institut fut fermé définitivement en 1982¹². Afin d'encourager parmi les étudiants une cohésion intellectuelle qui serait aussi fondée sur la recherche, les investissements intellectuels du département ont été regroupés entre 1973 et 1976 en trois champs structurant les séminaires aux cycles supérieurs : la culture, le travail et le développement. Cette formule s'éteignit d'elle-même au tournant des années 1980, probablement parce qu'elle se conjugait difficilement avec l'autonomie de pensée traditionnellement laissée aux étudiants, à laquelle tenaient autant les professeurs. La fondation en 1992 de *Aspects sociologiques* par des étudiants gradués a toutefois contribué à préserver ce climat d'échange intellectuel. La revue continue aujourd'hui à publier des travaux d'étudiants de sciences sociales et de philosophie sélectionnés et commentés par un comité de lecture étudiant et professoral. De plus elle invite des conférenciers plusieurs fois par année.

Il faut souligner enfin quelques publications et implications individuelles marquantes, énumération qui ne peut malheureusement pas être exhaustive. Bien sûr l'influence et l'implication de Jean-Charles Falardeau (*Imaginaire social et littérature* en 1974, Prix Esdras-Minville en 1981 soulignant sa distinction dans le domaine des sciences humaines, Prix Léon-Gérin pour l'ensemble de son œuvre en 1984), de Fernand Dumont (plusieurs publications influentes et plusieurs prix, dont celui du Gouverneur général pour *Le lieu de l'homme* en 1969, Prix David pour l'ensemble de son œuvre en 1975, directeur de l'Institut québécois de recherche sur la culture de 1979 à 1990, prix France-Québec en 1993 pour *Genèse de la société québécoise*) et de Gérard Fortin (*La fin d'un règne*, Prix du Gouverneur général en 1971) n'est plus à démontrer. Nicole Gagnon (avec Jean Hamelin, *Histoire du catholicisme québécois. III. Le XXe siècle*, Prix du Gouverneur général en 1984), avec ses travaux sur l'éducation, les histoires de vie, et son implication de longue durée dans la revue *Recherches sociographiques* en tant que rédactrice, est aussi un personnage de la

sociologie québécoise. Alf Schwarz, récipiendaire en 1981 du Prix NKUMAH remis par le Congrès international des Études Africaines, a marqué ce domaine (voir notamment *Les dupes de la modernisation*, 1983), dont Richard Marcoux a su prendre le relais, entre autres comme coordonnateur du *Réseau démographique de l'Agence universitaire de la francophonie* (AUF-section Amérique du Nord), dont le secrétariat est accueilli par le Département de 2002 à 2007. Trois professeurs apportent une contribution particulière aux études autochtones : Denys Delâge (*Le pays renversé*, 1985 et 1991, Prix Lionel-Groulx du meilleur livre d'histoire en 1986, Prix John-Porter du meilleur livre canadien en sciences sociales), Jean-Jacques Simard (*Tendances nordiques*, 1996, *La Réduction*, 2003, Prix du Gouverneur général en 2004 et membre de la Société royale du Canada) et Gérard Duhaime (titulaire de la *Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée*, 2002-2009 et de la *Chaire Louis-Edmond-Hamelin de recherche nordique en sciences sociales*). Simon Langlois, coordonnateur depuis 1989 du *Comparative Charting of Social Change*, a dirigé la publication de *Société québécoise en tendances* (1990), reçu en 1995-1996 la médaille de la fondation Saintour de l'Académie des sciences morales et politiques de France pour *Tendances comparées des sociétés contemporaines* (avec Michel Forsé), et est membre de la Société Royale du Canada depuis 2003. Mentionnons également d'autres ouvrages récents : Pierre St-Arnaud (*L'invention de la sociologie noire aux États-Unis*, 2003), Claude Beauchamp¹⁸ (*Démocratie, culture et développement en Afrique noire* (dir.), 1997), Alfred Dumais (*Historicité et foi chrétienne*, 1995), Louis Guay (*Les enjeux et les défis du développement durable*, (dir.), 2004), Andrée Fortin (*Histoire de familles et de réseaux*, 1987, et *Passages de la modernité*, 1993 et 2005), Daniel Mercure (*Le travail déraciné*, 1994, *Le travail dans l'histoire de la pensée occidentale*, dir. avec Jan Spurk, 2003), Sylvie Lacombe (*La rencontre de deux peuples élus*, 2002).

Les colloques, la revue et de nombreuses publications illustrent l'importance accordée au Département de sociologie de Laval aux études sur le Québec contemporain. De nombreuses autres réalisations montrent la variété des intérêts de recherche des professeurs, comme en développement, dans les études comparatives et en philosophie¹⁹.

¹² Se référer au texte de Nicole Gagnon (1988) pour plus de détails sur les années 1943-1970. Les informations sur les années ultérieures proviennent des articles en bibliographie ou ont été recueillies au cours de discussions avec Marc-André Lessard, Nicole Gagnon et Denys Delâge. Elles ont été complétées par un examen des rapports annuels du Département pour les années 1967-1968 à 2003-2004, et une consultation des professeurs actifs et à la retraite par l'envoi d'un questionnaire ouvert. La réalisation de ce travail de recherche a bénéficié des précieux conseils de Sylvie Lacombe et des corrections attentives de plusieurs autres professeurs, et particulièrement de Jean-Jacques Simard.

¹³ Au moment de l'écriture de ce texte, monsieur Turmel occupait le poste de Directeur du Département de sociologie de l'Université Laval.

¹⁴ Gagnon, 1988, p. 113.

¹⁵ Bureau du registraire, section des statistiques.

¹⁶ Voir *Essais sur le Québec contemporain*, sous la direction de Jean-Charles Falardeau, 2003.

¹⁷ Voir Fernand Harvey, 1995, p. 490-493.

¹⁸ Les professeurs et les étudiants du Département de sociologie déplorent le décès de M. Claude Beauchamp, survenu en novembre 2007. Ses travaux portaient sur la sociologie du monde rural et du développement, sur les mouvements coopératifs et sur l'Afrique. Il a dirigé beaucoup d'étudiants à la maîtrise et au doctorat et fut doyen de la Faculté des sciences sociales.

¹⁹ Textes consultés : FAUCHER, A. (1968), « La recherche en sciences sociales au Québec. Sa condition universitaire », *Les sciences sociales au Canada*, Ottawa, Conseil canadien de recherche en sciences sociales, p. xiii-24; FORTIN, G. (1984), « L'empirisme et la théorie », dans G.-H. Lévesque et al. (dirs.), *Continuité et rupture*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 233-236; GAGNON, N. (1984), « Les sociologues de Laval et les questions de culture : quelques jalons historiques », dans G.-H. Lévesque et al. (dirs.), *Continuité et rupture*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 221-231; GAGNON, N. (1988), « Le Département de sociologie, 1943-1970 », dans A. FAUCHER (dir.), *Cinquante ans de sciences sociales à l'Université Laval. L'histoire de la Faculté des Sciences sociales (1938-1988)*, Sainte-Foy, Faculté des Sciences sociales, Université Laval, p. 76-130; GAGNON, N. (2004), « Des lignes de forces à reconstituer dans notre tradition intellectuelle », *MENS*, vol. IV, no 2, p. 321-333; HAMELIN, J. (1995), *Histoire de l'Université Laval*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval; HARVEY, F. (1995), « Fernand Dumont et les études québécoises », dans S. LANGLOIS et Y. MARTIN (dirs.), *L'horizon de la culture : hommage à Fernand Dumont*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 487-497; LÉVESQUE, G.-H., o.p. (1984) « La première décennie de la Faculté des sciences sociales à l'Université Laval », dans G.-H. Lévesque et al. (dirs.), *Continuité et rupture*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 51-63.

Département de sociologie de l'UQÀM

Jean-Guy Lacroix²⁰, Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal.

Le Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal a été fondé en même temps que cette université fut créée, en 1969, comme constituante du réseau de l'Université du Québec. On voulait ainsi démocratiser l'accès aux études universitaires de premier cycle de façon générale, donc aussi en sociologie.

Les débuts ont été relativement modestes. En effet, la création du département se fit sur la base d'un programme de sociologie et d'un corps professoral existant, celui du Collège Sainte-Marie (1968). Le nombre des professeurs et professeuses qui le constituèrent était de 16. Trente ans plus tard, ce nombre avait doublé. Au cours des 5 à 6 dernières années, les effectifs professoraux oscillent autour de la trentaine, auxquels s'ajoute plus d'une trentaine de chargés-es de cours.

Les programmes de formation

Dès sa naissance, le baccalauréat en sociologie de l'UQÀM s'est donné comme objectif de développer un enseignement qui permettrait d'acquérir les connaissances et le savoir-faire, le métier de sociologue, par l'apprentissage de la théorie générale en sociologie et des méthodes de recherche et d'analyse qui sont propres à cette discipline (tant en quantitatif qu'en qualitatif), et par un enseignement qui formerait les étudiants et les étudiantes aux trois grands domaines structurant le social, à savoir l'économique, le politique et le culturel. Par ailleurs, ce cadre de formation devait aussi privilégier l'étude d'une culture « nationale » particulière, celle de la société québécoise. De plus, le département a cherché à développer ses activités académiques, enseignement et recherche, dans une dynamique marquée par des liens importants et soutenus avec le champ des luttes sociales, des mouvements sociaux, syndicaux, politiques, etc. Aussi, dès le départ l'engagement des professeurs-es en regard des services à la collectivité a-t-il été structurant.

Malgré le caractère modeste, voire vacillant pour certains, de ce « début de carrière », le dynamisme et l'enthousiasme ont profondément marqué les premiers moments d'existence du département. Très rapidement toutefois, la consolidation et la diversification du programme d'études de baccalauréat et la croissance incessante et rapide des activités de recherche, cependant peu subventionnées alors par les grands organismes de soutien financier à la recherche, créent les conditions objectives qui nécessitent un développement institutionnel plus grand, particulièrement par la mise sur pied d'un programme de formation de deuxième cycle.

Ce programme de maîtrise est ouvert en 1971. Il offre quatre champs de

spécialisation : la sociologie économique, la sociologie politique et la sociologie de la culture, ainsi que l'épistémologie et la méthodologie. Il met l'accent sur la recherche et la production de mémoires de maîtrise. Encore là, les débuts sont modestes, mais le dynamisme et l'enthousiasme ne tardent pas à produire d'heureux effets. Le nombre des étudiants et étudiantes augmente rapidement, la production des mémoires s'accélère, ainsi qu'en témoigne le *Répertoire des diplômées et diplômés de maîtrise et de doctorat au département de sociologie, UQÀM : 1973-2005*²¹. Il en va de même des efforts et initiatives de recherche ; les projets se multiplient, des groupes et des équipes de recherche se forment, le nombre des subventions externes (CRSH, FCAR, et autres) s'élève tendanciellement, les étudiants de maîtrise impliqués dans les projets et programmes de recherche sont de plus en plus nombreux. Tout cela – la formation d'étudiants gradués de deuxième cycle formés à la recherche, le développement de plus en plus institutionnalisé et organisé de la recherche, la production de la recherche et les publications issues des travaux de recherche – conduit en moins de dix ans à la nécessité de compléter la gamme institutionnelle des programmes de formation du département et de consolider et systématiser l'effort de recherche par la mise sur pied d'un programme de doctorat.

Ce programme de troisième cycle fut ouvert en 1982. Il avait comme objectif de favoriser le développement de la recherche dans une perspective multidisciplinaire, pluraliste et critique, selon deux grands axes. Les études en sociologie économique qui portent entre autres sur la sociologie industrielle, du développement, du travail et de la technologie. Les travaux en sociologie politique qui concernent l'État, les partis politiques, la sociologie électorale, les politiques sociales, la sociologie du droit et l'étude de la pensée politique. Les recherches se préoccupant des questions de méthodologie et d'épistémologie et se situant à la frontière des grandes disciplines sociales, comme la sociologie, la science politique et l'économie, sont intégrées dans ces deux axes.

Par ailleurs, il faut noter que les professeurs et professeuses du département se sont aussi beaucoup impliqués dans le développement de programmes non dirigés et administrés par le département mais auxquels il s'est affilié. À titre indicatif, soulignons la forte implication du département de sociologie dans le programme d'Animation et recherche culturelles (ARC), dès la création de ce dernier en 1981 et par la suite. Il en a été de même pour la création et le développement subséquent du certificat en Sciences sociales, du programme Histoire, culture et société (HCS), et du tout nouveau programme de deuxième cycle (DESS) en Gestion des risques majeurs. Finalement, le département a aussi développé et administre un certificat en Immigration et relations interethniques et un

autre en Études québécoises. De plus, s'ajoutent à son programme de baccalauréat de sociologie sept programmes de majeures en sociologie couplés avec une mineure dans d'autres disciplines.

Ainsi après, très bientôt, quarante ans d'existence, le Département de sociologie de l'UQÀM offre un ensemble de formations universitaires des plus complètes et des plus diversifiées²². Il va sans dire que toute cette effervescence et cette structuration institutionnelle répondent au nombre croissant des étudiants et étudiantes qui s'inscrivent dans les différents programmes de formation offerts par le département. Ainsi, au cours des trois dernières années la croissance des effectifs étudiants aux trois cycles de la formation en sociologie à l'UQÀM a été de 3,7 % par année; les effectifs totaux s'élevant à l'automne 2006 à près de 600 (581) étudiants, dont 250 aux études avancées (142 en maîtrise et 108 au doctorat) ; de fait, de 2001 à 2006 l'augmentation du nombre des étudiants-cours dans notre département a été de 34,75 %²³.

Finalement, – mais nous tenons à le souligner car nous en sommes très fiers –, les professeurs et professeuses du département ont créé, en 1989, un programme de bourses annuel pour les étudiants et étudiantes entrant en maîtrise en sociologie. À cet effet, ils ont mis sur pied le Fonds Sociologie, à l'aide d'une cotisation bi-mensuelle déduite de leur salaire. Le fonds est géré de façon conjointe avec la Fondation UQÀM. Puis, en 1992, le département a connu le malheur de perdre une collègue, Lizette Jalbert, qui a légué un fonds pour attribuer une bourse aux étudiants de baccalauréat. Alors, les professeurs et professeuses du département ont décidé de doubler leurs cotisations afin de compléter le Fonds Lizette-Jalbert et ainsi pouvoir offrir deux bourses annuelles à ces étudiants²⁴. Ajoutons à cela que le comité de programme des études avancées redistribue chaque année sous forme de bourses de fin d'étude au doctorat ou en maîtrise une grande partie des économies entraînées par le nombre des étudiants inscrits aux cours de 2^e et 3^e cycles et retournées au département, ce qui aide grandement au maintien aux études et à la finalisation des mémoires et thèses.

Les activités de recherche

Ce qui a déjà été dit à propos de la recherche dans l'histoire de notre département pourrait se résumer synthétiquement par un énoncé simple et court : il s'agit d'une histoire qui a déjà quelques décennies, qui s'est faite sous le sceau de l'intensification, de la multiplication des initiatives et programmes et de la diversification des objets touchés par cette effervescence. Ce rôle de plus en plus actif, dynamique, voire stratégique, de la production scientifique a eu deux conséquences majeures

La première fut la nécessité pour le département d'assumer un rôle de plus en plus important dans la mise en circulation et la diffusion des résultats de la recherche, des analyses, de la réflexion analytique et critique, non seulement réalisés dans notre département, mais aussi dans le champ général de la discipline au Québec, également au Canada et dans le monde. De ce contexte, sont nées deux revues universitaires : *Cahiers de recherche sociologique* et *Société*. La première fut un mouvement constant d'accroissement de la qualité de l'organisation de la recherche, de structuration d'équipes et d'intensification de la production des résultats de recherche.

Un département, deux revues

Cahiers de recherche sociologique, la revue du département, voit le jour en 1983 (septembre) avec comme objectif « [...] de viser à mettre en rapport les préoccupations de la recherche spécialisée avec le désir d'une meilleure compréhension des transformations de la société contemporaine ». Il s'agissait ainsi de la part des professeurs-es du département « [d']exprimer leur souci pour le développement d'une réflexion sur l'ensemble de la société et son devenir. »²⁵. Vingt-trois ans plus tard, c'est toujours le cas, la revue maintient le cap. Cependant, le développement de la revue du département, qui se fit sans soutien des organismes subventionnaires, soulignons-le, fut marqué par quelques mutations surtout repérables par des changements relatifs à la présentation et à la taille des numéros²⁶. Actuellement, les *Cahiers de recherche sociologique* connaissent une autre mutation, commençant à être publiés et distribués par l'éditeur Liber à partir du numéro 44. Pour illustrer, la diversité des thématiques touchées, comme le souci de traiter des enjeux sociaux et sociétaux, mentionnons les titres de quelques numéros : *Connaissance et société* (no 1, septembre 1983); *L'économie mondiale en mutation* (no 10, printemps 1988); *Régulation et problèmes contemporains* (no 17, automne 1991); *Critiques féministes et savoirs* (no 23, 1994); *L'État dans la tourmente et Être ou ne pas être québécois* (à l'occasion du dernier Référendum)(nos 24 et 25, 1995); *La pauvreté en mutation* (no 29, 1997); *La sociologie face au troisième millénaire* (à l'occasion du congrès mondial de l'Association Internationale de Sociologie [AIS] tenu à Montréal en 1998) (no 30, 1998); et, *Nouveau malaise dans la civilisation. Regards sociologiques sur la santé mentale, la souffrance psychique et la psychologisation*, (41-42, 2005).

Société, la revue du GIEP (Groupe Interuniversitaire d'études de la postmodernité, mis sur pied par Michel Freitag et auquel participent quelques professeurs du département) fut fondée en 1987. Elle avait comme objectif de questionner et critiquer l'évolution de la pensée et de la réflexion (recherche) en sciences sociales et humaines²⁷. C'est encore aujourd'hui le cas, mais le regard

de *Société*, en plus de l'épistémologie, s'est aussi attardé et porte également sur plusieurs enjeux fondamentaux du devenir humain en société. Comme dans le cas de la revue du département, *Cahiers de recherche sociologique*, la pérennité et le développement de *Société* tiennent essentiellement aux « artisans » qui la produisent. Ce développement fut aussi marqué par quelques mutations qui scandent le passage d'une présentation artisanale à des parutions de grande qualité. Il importe encore ici d'illustrer les enjeux analysés dans *Société* par l'énoncé de quelques titres de numéros : *Les épuisements de la modernité* (no 3, été 1988); *Critique de la postmodernité* (nos 18/19, été 1998); *Wanted dead or alive. Guerre au terrorisme ou guerre totale?* (no 22, printemps 2002); *Penser l'aporie postmoderne* (nos 24/25, hiver 2005). Le dernier numéro, le 26 (automne 2006), est dédié à *La sociologie de Michel Freitag*.

La structuration de la recherche

Nous avons signalé au début de ce portrait du Département de sociologie de l'UQAM que les premiers moments de ce dernier furent quelque peu modestes. On peut dire que ce fut également le cas pour la recherche, quoique cela concerne surtout l'organisation institutionnelle de celle-ci. Quant à la recherche en général — c'est-à-dire l'activité de se donner des objets d'analyse, de les problématiser, de les traiter dans un cadre méthodologique approprié, d'arriver à des constats qui accroissent la connaissance et éclaire l'action sociale —, on peut dire qu'elle fut présente dès le départ. De fait, elle l'était déjà chez ceux et celles qui, du Collège Sainte-Marie, allaient constituer les composantes de notre département. Mais une caractéristique marquait principalement alors cette recherche, les liens importants et soutenus que les chercheurs-es entretenaient avec le champ des luttes sociales, des mouvements sociaux, syndicaux, politiques, etc. Bien que beaucoup plus diversifiée et multiple que soit aujourd'hui la recherche dans notre département, on peut soutenir que c'est aujourd'hui toujours le cas, selon les objets analysés bien sûr.

Cependant, comme nous l'avons aussi fait remarquer précédemment, très rapidement le rythme, la diversité, le caractère construit de cette recherche se sont imposés. À terme, les regroupements de chercheurs se sont multipliés et formalisés. Dès le milieu des années 1980, plusieurs équipes se sont formées et se sont donné des cadres formels de fonctionnement collectif, qui dans plusieurs cas se sont institutionnalisés. En faire ici la liste serait trop long, mais pour en donner une idée, soulignons que les professeurs et professeures du département participent à au moins 54 regroupements de recherche²⁸. Du début des années 1990 à celui des années 2000, la mise en place d'équipes de recherche s'est poursuivie. Cette période a aussi vu se créer de nouvelles structures, parmi lesquelles : des

Chaires, des Instituts et des ARUCs. S'ajoutent d'autres grands projets en émergence, dont celui de regrouper des équipes interfacultaires dans une « Maison de la recherche ».

Tout cela permet de comprendre²⁹ que notre département ait connu au cours des dernières années une importante croissance de la recherche subventionnée dans son ensemble, celle-ci étant passée de 2001-2002 à 2005-2006 de 1 846 042 \$ CAN à 2 721 424 \$, soit une augmentation de 47.4 %³⁰. Par rapport à 1999, ce total a cru de 219.4 %, précisément de 851 944 \$ à 2 721 424 \$³¹. La grande majorité des fonds provient des octrois de recherche externes et donc des grands organismes de financement de la recherche, comme le CRSH et le FQRSC, par exemple. La progression sur ce plan a été entre 2001-02 et 2005-2006 de 34.8 %³². Par ailleurs, il importe de noter que la progression la plus importante a été observée au niveau des octrois externes autres que les subventions de recherche, c'est-à-dire des commandites ou des contrats. En effet, elle fut de 824.5 % entre 2001-2002 et 2005-2006³³. Au-delà de l'importance économique de ce financement pour le département et ses professeurs, cette progression du financement externe de la recherche est un indicateur clair de la profonde et croissante implication des professeurs-es de sociologie de l'UQAM dans la recherche et de leurs liens soutenus avec les différents milieux où celle-ci s'effectue.

Des trajectoires qui symbolisent le parcours historique du département

Dans le processus historique de développement de l'enseignement offert et de la recherche effectuée au Département de sociologie de l'UQAM, des trajectoires professorales symbolisent le chemin parcouru et cristallisent la reconnaissance publique dont il fait l'objet. À titre d'illustration mentionnons les noms des professeurs Gilles Bourque et Michel Freitag, et de la professeure Régine Robin, tous trois ayant reçu le statut de professeur-e émérite de l'UQAM. Nous pourrions aussi rappeler les noms de Céline Saint-Pierre, Paul R. Bélanger et de Benoît Lévesque pour leur contribution reconnue en sociologie du travail, de la technique et de l'économie.

D'autres noms seraient à ajouter pour faire un portrait complet de ce que fut et est le département, mais encore là la liste serait longue. Comment compléter ce portrait sans entrer dans le détail? Sans doute en se tournant vers l'actuel et le futur pour dire que notre département aura très bientôt quarante ans, que c'est déjà beaucoup mais encore jeune sur le plan institutionnel, qu'il entre présentement dans une nouvelle phase de son histoire marquée par l'arrivée d'une nouvelle génération de professeurs-es aussi caractérisés-es par leur dynamisme, leur enthousiasme et leur volonté d'affronter le défi « des sociétés à comprendre ».

²⁰ Au moment de l'écriture de ce texte, monsieur Lacroix occupait le poste de Directeur du Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal.

²¹ Montréal, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal.

²² Une visite de son site Internet en convaincra toute personne désireuse d'obtenir une information complète sur ce sujet (adresse : www.socio.uqam.ca).

²³ Vice-rectorat à la Vie académique et vice-rectorat exécutif, *Informations et indications. Répartition des professeurs, professeures pour l'année 2007-2008*, Montréal, Université du Québec à Montréal, avril 2006, tableau B.1.1.2.

²⁴ « Le département de sociologie », *Cahiers de recherche sociologique*, no 30, 1998, p. 300.

²⁵ Michel Freitag, « Pourquoi ces Cahiers ? », *Cahiers de recherche sociologique*, Vol. 1, no 1, p. 4.

²⁶ Ainsi, on peut recenser quatre séries, ou styles : des numéros 1 à 10, de 11 à 18/19, de 20 à 23 et de 24 à 43.

²⁷ « Les sciences humaines entre l'enseignement et la recherche », *Société*, no 1, automne 1987, p. 1-11.

²⁸ *Rapport comité d'orientation. Des sociétés à comprendre*, Montréal, Département de sociologie, UQAM, p. 85-86.

²⁹ Voir aussi à ce propos : Jean-François Lepage, *La sociologie québécoise : analyse sociographique de la pratique d'une discipline (1943-2003)*, Montréal, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, thèse en fin de rédaction.

³⁰ *Informations et indications pour la répartition des postes de professeurs pour l'année 2007-2008*, tableau B.2.2.

³¹ Service de la recherche et de la création, *Synthèse des activités de recherche et de création : 1999 à 2003*.

³² *Informations et indications (2007-2008)*, tableau B.2.2.

³³ *Ibid.*, tableau B.2.2.

L'anthropologie à ses débuts à l'Université de Montréal

Guy Lanoue, Département d'anthropologie de l'Université de Montréal.

Le Département d'anthropologie de l'Université de Montréal a été fondé en 1961 par Guy Dubreuil. En 1998, il relate l'histoire lors d'un colloque du département.³⁴ Sa communication n'a malheureusement pas eu une distribution très répandue. Les informations présentées ici sont largement reprises de ce texte et enrichies de mes propres connaissances. Ironiquement, pour la plus grande institution d'anthropologie francophone du monde, il est surprenant d'apprendre que le département n'a pas d'archives organisées qui retracent son histoire³⁵.

Dubreuil avait étudié à l'Université de Montréal dans les années 1950. Évidemment, pas en anthropologie mais en psychologie, bien qu'il soit difficile aujourd'hui de préciser les savoirs et les connaissances de ces rubriques, qui étaient encadrés par des sensibilités très locales et orientées vers des courants ethnonationaux. Encouragé par un de ses professeurs, il découvre et étudie la « vraie » anthropologie à Columbia. À son retour, il est chargé d'offrir quelques cours d'ethnologie pour le département de psychologie. Après quelques années, en 1960 il passe au département de sociologie pour se joindre à un futur collègue, le bioanthropologue Jean Benoist qu'il a connu à Martinique lors d'un stage de recherche et qu'il avait convaincu de s'installer à Montréal l'année précédente. Ils s'unissent à Thérèse Belleau qui assurait l'enseignement de quelques cours d'anthropologie.

Le cheminement de Dubreuil à Columbia l'avait sensibilisé à la vision de l'anthropologie comme science comportant les quatre sous-disciplines et en 1960-61, il conçoit un programme qui va s'en inspirer pour former la base de l'enseignement du futur département (pour l'instant, l'anthropologie reste une section du département de sociologie). C'est cette vision qu'il va exposer aux membres du Conseil de la Faculté (des Sciences sociales), qui acceptèrent d'emblée la proposition, sans doute influencés, selon Dubreuil, par le doyen de l'époque, Philippe Garigue, un sociologue anglais naturalisé (et même converti au catholicisme alors que l'université était encore sous le contrôle du clergé).

Il ne faut pas sous-estimer le courage et la nouveauté de cette vision dans un Québec où on ignorait toujours, du moins officiellement, que la Province avait un segment composé d'Autochtones et un autre peuplé d'immigrants. Dans le contexte académique de l'époque, dominé par l'héritage de la pensée plus rigide d'un autre temps qui prônait la vision d'un monde immobile et homogène, Montréal fut la première université de la province à offrir des cours sur l'évolution humaine et sur l'archéologie préhistorique. À ce moment-là, Dubreuil avait de la difficulté à trouver des collègues capables ou désireux d'enseigner en français à Montréal. Le problème fut aggravé par le départ de Mme Belleau (apparemment pour l'Australie). Dubreuil réussit à convaincre un ex-collègue de Columbia de se joindre au nouveau département. Le spécialiste des Inuits Asen Balicki arriva en 1961 du Musée national d'Ottawa où il travaillait après avoir obtenu son doctorat. La même année arriva Paul Tolstoy, spécialiste de la Més-Amérique travaillant à Columbia à l'époque. Tolstoy met sur pied le premier des laboratoires d'archéologie du département. Un autre ethnologue européen se joignit au département, qu'il quittera deux ou trois ans plus tard. Un linguiste québécois, Gilles Lefebvre, offrait quelques cours d'ethnolinguistique pour compléter la formation de base. Pour combler certaines lacunes du programme, Dubreuil, alors chef officiel et non officiel du département, lance la tradition d'appeler des professeurs invités au département. La grande majorité provient de la France.

Le projet d'agrandir rapidement le département fut favorablement reçu par la Faculté, en partie due à la conscience ethnonationale qui secouait le Québec à l'époque (et qui menait inévitablement à un sentiment qu'il fallait avoir « notre » département d'anthropologie) et en partie dû au fait que le département dès sa naissance fut conçu selon le modèle « américain » que Dubreuil avait connu à Columbia, c'est-à-dire qu'il fallait couvrir les quatre sous-disciplines pour comprendre la complexité humaine. On ne comptabilisait pas, donc, le nombre de postes en calculant sur la base du nombre d'étudiants, encore relativement faible. Enfin, il était nécessaire d'agrandir le département pour que les cadres québécois reçoivent une formation

professionnelle afin de mettre fin à la dépendance envers les États-Unis et l'Europe. En fait, Dubreuil convainc l'administration qu'il est nécessaire d'engager une dizaine d'anthropologues. Ce plan fut réalisé en huit ans. Le département en 1970 compte une quinzaine de professeurs.

La politique a joué un rôle dans cette croissance. Par exemple, pour donner un aspect distinctif à l'ethnologie (qui à l'époque était souvent vue comme une branche de la sociologie) et pour agrandir la gamme de cours offerts, Dubreuil et ses collègues ont mis l'accent sur le rôle de la culture matérielle, surtout sur des aspects qu'on dirait « exotiques » aujourd'hui³⁶. Ceci devient la marque de commerce de l'anthropologie montréalaise et sert de justification pour engager rapidement de « vrais » ethnologues pour s'assurer que le nouveau département ne soit pas englouti par la sociologie, elle aussi en phase de croissance démesurée. Voilà pourquoi, en partie, l'ethnologie domine numériquement les disciplines alliées dès le tout début : cinq ethnologues en 1963, 7 en 1964, comparé à 2 archéologues, 1 bioanthropologue et un ethnolinguiste. Les sensibilités des années 1960 pour tout ce qui touche les questions sociales et politiques garantissent la popularité de l'ethnologie auprès des étudiants, mais il est vrai qu'il était plus difficile de trouver des candidats qualifiés pour les autres sous disciplines. L'archéologie connaît un lent démarrage, car pendant quelques années, il s'avère difficile à trouver de candidats capables d'enseigner en français. La situation est aggravée par le départ temporaire, en 1966, de Paul Tolstoy. Franklin Auger, détenteur de la première maîtrise octroyée par le département en 1964, revient après une formation doctorale en France pour assurer l'enseignement de l'anthropologie biologique. Vers la fin des années 1960, Gillian Sankoff arrive au département pour devenir la première véritable ethnolinguiste. Elle réussit à définir les paramètres de la sous-discipline afin qu'elle devienne indépendante du département de linguistique.

Cette croissance un peu forcée a eu de conséquences heureuses pour le département, car l'absence d'un programme doctoral a obligé plusieurs Québécois(es) à terminer leurs études supérieures en Angleterre, aux États-Unis et en France, des parcours assez traditionnels pour les Québécois désireux de poursuivre de telles études dans des domaines non offerts ici, selon Jean-Claude Muller³⁷. L'intégration de ces personnes³⁸ a enrichi le département, car chacun(e) rapportait avec lui une formation et une vision anthropologique différente. Cette hétérogénéité dans le recrutement a établi une tradition de sélectionner des candidats « différents » et d'agrandir les compétences scientifiques du département. Ceci a un autre résultat : que la grande majorité des recherches et donc des cours offerts ne sont pas orientés vers les sujets québécois. Sans ignorer le Québec, le département, dès ses débuts, a toujours cherché à offrir un enseignement « cosmopolite ». Bref, le Département a été depuis toujours pris entre deux feux, la nécessité d'engager des chercheurs ayant des intérêts assez différents mais capables de s'intégrer aux sujets et aux domaines représentés par la recherche des professeurs déjà établis au Département³⁹.

On attend jusqu'à 1964 pour octroyer la première M.Sc. et 1972 pour le premier doctorat; le 2^e est attribué en 1973 à Norman

Clermont, qui va rapidement devenir un pilier de l'archéologie au département. En fait, l'engagement de Clermont change l'orientation de l'archéologie, car elle oriente le domaine vers la recherche et l'enseignement sur la préhistoire du Québec. Plus tard, le Québec deviendra le sujet de plusieurs recherches ethnologiques et ethnolinguistiques, surtout par les doctorants. Ceci a deux causes: les changements dans la Province qui l'ont transformée en société plus cosmopolite et l'influence des organismes canadiens et québécois de subventions qui ont encouragé la recherche locale, surtout dans les programmes de M.Sc., où les fonds sont assez limités comparé aux sources de financement pour les recherches doctorales⁴⁰. Ce manque de fonds et l'intérêt étudiant toujours croissant pour l'anthropologie ont garanti qu'une proportion assez élevée de maîtrises et de doctorats soient octroyés pour des sujets locaux. En général, cette proportion ne reflète pas les recherches des professeurs, dont une majorité continue à enquêter sur des sujets hétérogènes, bien que beaucoup⁴¹ ont aussi travaillé sur des sujets québécois. (il y a eu une période où Bernier, Beaucage et d'autres ont travaillé sur le Québec).

C'est la certitude de Dubreuil que la particularité du département doit se définir par son caractère général, qu'il doit offrir un enseignement de base qui consiste à valoriser

les quatre sous-disciplines liées non par leur méthodologie partagée (elle ne l'est pas), mais par leur objet d'études et leur domaine d'enquête. L'anthropologie montréalaise s'intéresse à l'humain comme phénomène intégral. Ceci reste unique au département, car Laval (fondé en 1966) et McGill (1968) ne veulent ou ne peuvent couvrir les quatre sous-disciplines avec l'approche équilibrée qui est devenue notre marque de commerce⁴². D'une trentaine d'étudiants (en 1963) et de 2 professeurs (en 1961), aux 24 professeurs et quasi 650 étudiants aux trois cycles aujourd'hui, le département d'anthropologie s'est chargé de communiquer cette vision pluridisciplinaire dans un contexte social toujours plus hétérogène et cosmopolite, ayant depuis longtemps abandonné la sensibilité aux conditions locales qui avaient entouré sa naissance. L'orientation du département a également évolué, mettant davantage l'accent sur la formation professionnelle. Enfin, cette jonction de la francophonie (qui avait assuré dès la naissance du département qu'une partie du personnel ait des liens avec l'Europe), du désir de développer une anthropologie « québécoise » et d'une vision « américaine » a transformé le département en carrefour où des courants intellectuels du Vieux Monde s'unissent harmonieusement avec l'anthropologie américaine.

³⁴ Guy Dubreuil, « Genèse du département d'anthropologie de l'Université de Montréal. Chronique d'un itinéraire », pp.77-105, *Histoire et Anthropologie*, Quatrième Colloque du Département d'Anthropologie de l'Université de Montréal, 1998. Signalons également, Robert Crépeau, « La réception du structuralisme lévi-straussien au Québec », *Cahier de l'Herne*, 82, 2004; Marc-Adélaïde Tremblay, « Les études amérindiennes au Québec, 1960-1981: État des travaux et principales tendances », *Culture*, 2(1):83-106, où l'auteur inclut des commentaires de Asen Balikci.

³⁵ Le Laboratoire d'ethnologie du département a lancé, en 2007, un projet d'intégration de toutes les archives du département qui, actuellement, ne sont pas en mesure d'être consultées.

³⁶ Dubreuil était à l'époque spécialiste de l'anthropologie psychologique; il se penchait en particulier sur des questions d'intégration des immigrants au Québec; cf. Gilles Bibeau, « La fascination de la marge. Éléments de l'itinéraire intellectuel de Guy Dubreuil », 1990 (manuscrit non-publié).

³⁷ Jean-Claude Muller, « When did Exotica begin for the Quebecois? », 1991 (manuscrit non-publié).

³⁸ Par exemple, S. Aléong (Université de Paris, 1977), F. Auger (Université de Paris, 1967), P. Beaucage (London School of Economics, 1970), B. Bernier (Cornell University, 1970), B. Chapais (Cambridge University), F. Forest (Université de Genève, 1976), L. Paradis (Yale University, 1974), R. Savard (Université de Paris, 1964), Lionel Vallée (Cornell University, 1964), M. Verdon (Cambridge, 1975) et d'autres.

³⁹ Voir, par exemple, Norman Clermont, « La recherche au département d'Anthropologie, 1970-1978 » (manuscrit non-publié), 1978, où il note (p.70) cette dynamique.

⁴⁰ Muller, *ibid*.

⁴¹ On peut citer S. Aléong, F. Auger, B. Bernier, P. Beaucage, J. Benoist, N. Clermont, F. Forest, G. Sankoff, R. Savard, M. Verdon, parmi d'autres.

⁴² Bien sûr, on enseignait l'anthropologie bien avant ces dates, mais les cours faisaient partie d'autres programmes comme la sociologie. Les départements séparés ont été fondés plus tard, aux dates mentionnées.

Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université de Ottawa

Leslie Laczko, Département de sociologie et d'anthropologie, Université de Ottawa

Marie-Blanche Tahon, Département de sociologie et d'anthropologie, Université de Ottawa

L'Université d'Ottawa a été fondée par les Oblats en 1848. De petite institution catholique, elle s'est muée en Université ontarienne qui se donnait pour mission d'y assurer un espace intellectuel francophone. La Faculté des sciences sociales est apparue dans les années 1930. Ses effectifs sont longtemps restés modestes et largement francophones. À l'automne 1966, par exemple, elle comptait 274

étudiants à temps complet, dont plus de 80 % de langue française. Aujourd'hui, la Faculté réunit près de 6000 étudiants, majoritairement de langue anglaise. Les deux filières sont pourtant distinctes et l'ensemble des cours est assuré dans les 2 langues officielles. En 1956, une section de sociologie a été ouverte à la Faculté des sciences sociales. Elle est devenue un département en 1962. Le premier diplôme de maîtrise y a été décerné en 1973. 2006 constitue une année historique pour le département puisqu'elle enregistre officiellement l'ouverture à l'anthropologie – il devient officiellement un département de

sociologie et d'anthropologie – et celle du doctorat.

Très tôt, le département de sociologie de l'Université d'Ottawa a privilégié les axes des relations ethniques et du développement au niveau de la maîtrise – préparés par des cours au baccalauréat. Les relations ethniques étaient appréhendées – et le restent très largement – comme un champ privilégié pour saisir le contexte sociologique des « francophones hors Québec » doublement minoritaires : à l'égard des anglophones dans le Canada anglais et délégitimés dans leur désignation de « Canadiens français » depuis l'avènement des Québécois sur la scène politique.

Cette originalité contextuelle du champ des relations ethniques fait du département de sociologie de l'Université d'Ottawa un lieu qui rassemble des francophones et des anglophones francophiles et qui relativise le poids de l'ancrage territorial. À ses meilleurs jours, il lui arrive de rêver d'être un archipel.

À ces deux axes – relations ethniques et développement – se sont ajoutés, au cours des années 1990 celui de sociologie politique et, transversalement, celui des rapports sociaux de sexe. Ce n'est pas la moindre des originalités du programme : un séminaire de maîtrise est régulièrement offert en développement, en relations ethniques et en sociologie politique qui a pour objet central le questionnement des rapports entre les sexes. Cette perspective a l'avantage de décloisonner les perspectives théoriques. L'axe de sociologie politique tente de se maintenir sur la ligne de crête entre la sociologie électorale laissée aux politologues et la philosophie politique. Les mémoires et thèses de maîtrise réalisés par les étudiants donnent à penser que cet objectif est largement rencontré. Le programme de doctorat, avalisé par le ministère de la formation et des collèges et universités ontariens, a pour thème « Citoyenneté et minorités et culture ». Il synthétise au mieux, actuellement, les points forts des recherches et publications des professeurs du département. Il s'inscrit heureusement dans le déploiement du CIRCEM – Centre interdisciplinaire de recherches sur la citoyenneté et les minorités – fondé par Joseph-Yvon Thériault en 2000. Depuis lors, ce centre de recherche a vu défiler la plupart des intellectuels francophones et québécois qui travaillent sur ces thématiques.

L'ouverture du département de sociologie à l'anthropologie – des cours

d'anthropologie étaient offerts chaque année depuis de nombreuses années – constitue une opportunité qu'il va saisir pour renforcer ses axes d'enseignement et de recherche déjà reconnus. Une attention particulière accordée aux « autochtones urbains » constitue un objectif qu'il souhaite établir. L'embauche récente de jeunes professeurs aux terrains variés, à la formation solide et à l'imagination disciplinaire innovante, constitue un gage prometteur à développer. Après une décennie, celle des années 1990, particulièrement difficile en termes de recrutement quantitatif de professeurs, le tournant du millénaire a marqué une embellie. Elle est largement attribuable à l'acceptation par le département d'ouvrir la 4^e année du baccalauréat en anglais. Les nouveaux professeurs anglophones sont pourtant bilingues et largement francophiles – les assemblées départementales continuent à se dérouler en français. L'arrivée massive – le département comptait 14 professeurs en 1999 et il en compte 27 en 2006 – de nouveaux professeurs, dont plusieurs francophones, a permis au département de se déployer dans des champs de plus en plus valorisés (santé, éthique, nouvelles technologies), tout en renforçant des champs établis (culture, développement, relations ethniques, politique, environnement, famille et parcours de vie), sans compter, bien sûr, théories sociologiques et méthodologies. Nombreux sont les professeurs de « souches » incertaines et métissées, aussi leur langue commune est-elle la théorie et leur idéal du vivre ensemble s'inscrit-il dans une volonté de discussion enrichie des diverses obédiences en un dissensus de bon aloi intellectuel. Cette culture commune patiemment tissée au fil des années a notamment pour conséquence l'intégration indiscutée des

professeurs-chercheurs de l'Université d'Ottawa dans la communauté scientifique québécoise, sans que celle-ci s'interroge souvent sur leur originalité. C'est peut-être la « rançon de la gloire ». C'est sans doute, aussi, la marque d'un déficit d'interpellation sur ce qui s'énonce sur l'autre rive de l'Outaouais, de la part des majoritaires québécois. Or, les Franco hors-Québec ne sont pas voués à la disparition assimilatrice si les Québécois concèdent à les écouter. Ils le font entre collègues au niveau de la recherche. Nous sommes aussi des enseignants et formons donc des étudiants.

Nombre d'entre eux grossissent les rangs des doctorants dans les universités québécoises déjà surpeuplées et, hélas, pour elles, sans grandes ressources financières. Or, l'Université d'Ottawa, visant à accroître sa clientèle, déploie une politique de bourses pour les étudiants de 2^e et 3^e cycles qui casse toute concurrence (prise en charge des frais de scolarité + 10 à 12 000 \$ par an pour ceux qui ont une moyenne de 80 % et plus). Il serait sans doute opportun que les professeurs membres de l'ACSALF s'organisent pour échanger leurs étudiants « boursables », soit à la maîtrise, soit au doctorat.

L'Université d'Ottawa n'est pas qu'à un jet de pierre du Parlement fédéral. Elle est aussi, par transport en commun, à 135 minutes de Montréal... Ce n'est certainement pas sa 1^{re} qualité. Cet avantage n'est toutefois pas à dédaigner par les professeurs qui incitent leurs étudiants à quitter leur Alma Mater, pour aller voir ailleurs. Ces étudiants seront, de plus, assurés, en séjournant dans la capitale nationale du Canada, d'améliorer leur connaissance de l'anglais. Ce n'est pas loin, c'est différent et c'est aussi bon !

Le Département de sociologie de l'Université de Montréal

Paul Sabourin, Département de sociologie, Université de Montréal.

Établi en 1955, juste avant la *Révolution tranquille*, notre Département qui vient de fêter son 50^e anniversaire, a joué un rôle très important dans le développement de l'enseignement, de la recherche et de la pratique professionnelle de la sociologie au Québec, où nombre de ses diplômés continuent de s'illustrer. La première équipe de professeurs a laissé sa marque; Marcel Rioux et Jacques Dofny ont créé la revue politique *Socialisme québécois* en 1964; Jacques Dofny a lancé la revue savante *Sociologie et Sociétés* en 1969; Marcel Rioux récidive en 1976 en fondant, avec Gabriel Gagnon, la revue *Possibles*; Guy Rocher publie quant à lui, en 1965, une *Introduction à la sociologie générale* qui, traduite en six langues, va vite devenir un classique de la sociologie. Les membres de son

corps professoral jouent depuis la naissance du département un rôle intellectuel influent sur les institutions et les pratiques des sociétés québécoise et canadienne, qu'il s'agisse du système d'éducation ou de la formulation de la Charte de la Langue française, du syndicalisme, du développement des sondages, du système de santé, de la francisation des entreprises, de l'immigration et des relations ethniques, des grands conseils de recherche, de l'environnement, des statistiques sociales.

L'équipe professorale

Pluraliste par ses approches et la diversité des courants intellectuels représentés, l'équipe professorale, à laquelle se sont adjoints, depuis 2001, 8 nouveaux professeurs, est ouverte aux influences tant nord-américaines qu'européennes. Cette interaction est particulièrement fructueuse pour la formation des étudiants et le développement de la

recherche. La tradition sociologique du département est fondée sur l'interaction de la théorie avec l'observation systématique et l'analyse de données empiriques tant quantitatives que qualitatives. Dans une perspective dynamique, elle accorde beaucoup d'attention à l'étude et à l'analyse du changement et des problèmes sociaux et politiques pressants qui caractérisent les sociétés contemporaines. Par ailleurs, le département est à la pointe du développement à l'échelle internationale, du domaine des Statistiques Sociales. L'arrivée en 2001 de l'Institut de la Statistique de l'UNESCO dans l'enceinte du campus de l'Université de Montréal, la création de centres d'accès aux données de Statistique Canada (CIQSS) et du Bureau de la Statistique du Québec et l'engagement de plusieurs professeurs dans ce domaine, renforcent considérablement cette spécialisation.

La formation

Tout en s'appuyant sur une formation théorique et méthodologique séquentielle très solide, les étudiants-es peuvent choisir de mettre l'accent dans leur cheminement sur quelques-uns des nombreux champs de spécialisation de la sociologie: l'immigration, les relations ethniques et raciales, les réalités multiculturelles, le travail, les rôles et les inégalités de sexe, les déterminants sociaux de la santé, les nouvelles formes d'intégration sociale, les politiques sociales face à l'exclusion, les problèmes de gouvernance urbaine, l'éducation et la culture, ou le développement et la mondialisation, la construction d'une société en réseau, fondée sur le savoir et l'information. Par ailleurs, le département offre, au premier cycle, conjointement avec le Département de démographie, une orientation en *Études des populations*. Outre l'orientation *Fondamentale*, les étudiants du premier cycle peuvent notamment opter pour l'orientation *Relations ethniques, immigration, racisme* et l'orientation *Santé et Société*. Un baccalauréat bidisciplinaire *Psychologie-Sociologie* attire aussi de nombreux étudiants.

Caractérisé par une grande ouverture internationale, le Département encourage ses étudiants-es à réaliser une partie de leur formation dans des universités étrangères avec le statut d'étudiant visiteur. Ils peuvent ainsi se faire créditer les cours suivis à l'étranger dans le programme du département. Une aide financière substantielle peut alors leur être allouée. Inversement, nous recevons une proportion substantielle d'étudiants étrangers qui apportent de nouvelles perspectives. En Belgique, nous avons signé un accord avec l'Unité d'anthropologie et de sociologie de l'Université catholique de Louvain tandis qu'au Brésil, un accord nous lie avec l'Universidade Federal do Rio Grande do Sul du Brésil. En France, le Département a signé six ententes avec le Département de sociologie de l'Université de Provence, à Aix-en-Provence, avec le Département de sociologie de l'Université Victor Segalen Bordeaux 2, à Bordeaux, avec l'Institut de sociologie de l'Université des sciences et technologies de Lille 1, à Lille, avec le Département des sciences sociales de l'Université de Toulouse-Le-Mirail, avec l'Université de Marne-la-Vallée, près de Paris puis avec le Département de sciences sociales de l'École normale supérieure de Cachan. Deux autres ententes ont été signées avec deux universités mexicaines : El Centro de Estudios Sociológicos de l'Universidad Nacional Autónoma de México, au

Doctorat avec El Centro de Estudios Sociológicos (CES) du Colegio de México. Par ailleurs, le Département a accueilli au cours des dernières années de nombreux professeurs invités étrangers qui enseignent des cours et séminaires pendant au moins un trimestre. Très fréquemment des chercheurs réputés nombreuses régions du monde viennent présenter leurs travaux et analyses dans des séminaires et conférences, contribuant à la vie intellectuelle du milieu départemental.

Les diplômés

Depuis sa naissance, le Département qui a beaucoup investi dans les études supérieures, a décerné plus de 2600 diplômes de premier cycle, 460 diplômes de maîtrise et plus de 170 doctorats (Ph.D.) ce qui constitue un réseau unique de personnes dont la réussite professionnelle est remarquable. Il est impressionnant de voir la diversité extraordinaire des milieux dans lesquels sont

Debout: Michel Brûlé, GUY ROCHER, Jean-Guy Vaillancourt, Arnaud Sales, Robert Sévigny, Marcel Fournier.

Assis: l'abbé Norbert Lacoste. Nicole Laurin-Frenette. Jacques Brazeau.

insérés ces diplômés-es. Ils nous représentent non seulement au Québec et dans le reste du Canada, mais dans de très nombreuses régions du monde, Australie, États-Unis, France, Guinée, Royaume-Uni, Sénégal ainsi qu'à Taïwan. Ceci donne aux étudiants actuels l'espoir et la relative sécurité de savoir que la sociologie, par sa capacité à comprendre et à interpréter faits et changements sociaux est appréciée dans de multiples milieux et que les schèmes interprétatifs et les compétences méthodologiques qu'ils ont acquis leur seront particulièrement utiles au long de leur vie professionnelle.

Les associations étudiantes

Les associations étudiantes du département,

soit le REESUM pour le premier cycle et l'ACSSUM pour les cycles supérieurs sont très actives et contribuent à créer un climat d'échanges intellectuels et de convivialité par des événements tels que des colloques et des échanges internationaux, des activités socio-culturelles dynamiques, etc.

Les activités de recherche

L'étude de la sociologie à l'Université de Montréal est largement enrichie par l'activité de recherche du corps professoral engagé dans de très nombreux projets subventionnés auxquels les étudiants des cycles supérieurs sont souvent associés, ce qui leur permet de s'intégrer dans un milieu scientifique marqué par des échanges intellectuels. Les professeurs du département peuvent mener tant des recherches individuelles que participer à des groupes de recherche importants, tels que le Centre d'Études Ethniques des Universités Montréalaises (CEETUM), le Groupe de

Recherche sur les Aspects Sociaux de la Santé et de la Prévention (GRASP), le Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT), le Groupe de recherche sur l'institutionnalisation des mouvements sociaux (GRIMS), le Centre de recherche sur les politiques et le développement social (CPDS), le Centre de recherche sur les inégalités, la discrimination, et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS). Le Département de sociologie est donc étroitement imbriqué dans un réseau d'équipes et de centres de recherche. Un centre de documentation, commun aux départements de démographie et de sociologie, ainsi que le fonds des sciences sociales de la Bibliothèque des Lettres et Sciences Humaines donnent accès à une documentation considérable pour la recherche dans notre discipline.

Les revues

Le Département est aussi associé à deux revues : *Sociologie et sociétés*, qui est une revue thématique considérée à l'échelle internationale parmi les meilleures en langue française; *Possibles*, revue engagée fondée à l'origine par des sociologues ainsi que par des artistes et des écrivains, qui abordent des thèmes d'actualité. De nombreux professeurs sont, par ailleurs, individuellement associés aux comités de rédaction d'autres revues scientifiques.

Sociologie et enseignement collégial

Claire Denis, Collège de Sherbrooke

Discuter de la vie départementale d'un point de vue disciplinaire dans le réseau des collèges québécois est chose assez complexe puisque, généralement, le travail de gestion des programmes se réalise en collaboration avec les collègues en provenance de plusieurs autres disciplines. En plus d'enseigner, un professeur représentant une discipline particulière pourra participer à la conception et à la mise en œuvre de plus d'un programme d'études. Au fil du temps, chaque cégep a mis en place un mode d'organisation des départements et programmes qui lui est spécifique. Le point de vue présenté ici, qui vise à présenter sommairement le cadre dans lequel se déroule le quotidien des enseignants en sociologie dans les cégeps, sera inévitablement teinté de l'expérience directe acquise par l'auteure dans 3 cégeps, (dont un cégep anglophone), par plusieurs années d'échanges avec les collègues du réseau grâce à l'APPSC (Association des professeurs et professeurs de sociologie des collèges) et par une action soutenue dans la défense et la mise en valeur du programme Sciences humaines : ce mal aimé du réseau.

Pour comprendre la sociologie dans les cégeps, il est utile de la situer dans les différents programmes où, historiquement, on a estimé sa présence utile et pertinente. Les cours de sociologie font partie du cursus d'une dizaine de programmes techniques et pré-universitaires du réseau collégial. Au préuniversitaire, la sociologie occupe une place significative dans le programme Sciences humaines. On la retrouve occasionnellement dans les programmes Sciences, lettres et arts et Histoire et civilisation. Dans les programmes techniques, elle fait habituellement partie des programmes suivants : Techniques policières, Soins infirmiers, Techniques d'éducation spécialisée, Techniques d'intervention en délinquance, Techniques de travail social, Techniques d'éducation à l'enfance, Techniques d'enquêtes et plus rarement Techniques d'hygiène dentaire. Depuis la création des cégeps, elle occupe une place que d'aucuns jugent enviable mais sa situation demeure précaire et tributaire de décisions prises localement dans chacun des cégeps et dans chacun des programmes.

Sciences humaines : un programme d'études collégiales important

Au collégial, c'est le programme Sciences humaines qui est le plus important considérant le nombre d'étudiantes et étudiants qui empruntent ce parcours et le fait que tous les cégeps l'offrent. Il touche près du tiers de tous les cégépiens du réseau collégial québécois. Plusieurs cégeps seraient probablement non viables sans sa présence puisqu'il permet à certains d'entre eux d'atteindre une quantité suffisante d'élèves pour fonctionner

normalement. Présentement, une dizaine de disciplines se partagent le privilège d'enseigner dans ce programme : anthropologie, histoire, géographie, psychologie, sciences de l'administration, sciences politiques, sciences économiques, sciences religieuses, philosophie⁴³, sociologie... Pour plusieurs disciplines, une présence dans le programme des Sciences humaines du réseau collégial constitue un enjeu important. De toute évidence, lorsqu'une discipline particulière arrive à occuper une place importante dans le cursus de ce programme, cela contribue à son rayonnement. L'enseignement collégial s'avère un débouché intéressant pour de nombreux diplômés. Il favorise notamment le rayonnement d'un champ disciplinaire au sein de l'agora scientifique et intellectuelle du Québec. Par exemple, on peut se demander ce que serait devenue l'étude de la philosophie n'eut été de la place privilégiée qu'elle occupe dans le réseau des cégeps francophones, depuis sa fondation. La philosophie a maintenu une influence et une visibilité intéressantes de par son statut de « formation générale » obligatoire dans tous les programmes collégiaux, avec les cours de français, d'anglais et d'éducation physique. La « formation générale » constitue près de la moitié du cursus des programmes préuniversitaires et près du tiers de celui des programmes techniques. Une présence significative dans le réseau collégial contribue clairement à la visibilité et au rayonnement de tout champ d'étude disciplinaire que ce soit en formation générale, en Sciences humaines ou dans tout programme important.

C'est la Direction de l'enseignement collégial du MELS (Ministère de l'éducation, des loisirs et du sport) qui détermine les grandes orientations des programmes d'études collégiaux. Le ministère fixe les grandes compétences de tous les programmes, les compétences sont ensuite traduites en cours, selon l'interprétation qui en est faite dans chacun des cégeps. Le même programme d'études peut par conséquent être assez différent d'un cégep à l'autre. En ce qui a trait au programme Sciences humaines, l'approche par compétence, implantée dans le réseau des cégeps depuis plus de 10 ans, a été l'occasion, en 2001, de fixer le cadre des modifications à apporter dans chacun des cégeps pour ce programme. Cette traduction du programme en compétences a généré de nouvelles orientations nationales comprenant 9 buts généraux, 9 compétences communes et 6 compétences au choix du cégep pour offrir les préalables universitaires notamment. Une séquence a aussi été introduite pour forcer les cégeps à mettre au programme des cours d'initiation disciplinaire avant de pouvoir passer à des cours plus spécialisés parfois jugés plus attrayants pour les étudiants. Nonobstant la formation générale offerte à tous les cégépiens, il n'y a que 6 compétences clairement obligatoires pour ce programme. Chacune de ces compétences a donné naissance aux cours généralement intitulés : Introduction à la

psychologie, Histoire de la civilisation occidentale, Économie et société⁴⁴, Méthodes quantitatives, Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines et Démarche d'intégration des acquis en sciences humaines. La présence de compétences associées à trois disciplines particulières a pour effet de leur assurer une place dans ce programme et ce, dans tous les cégeps.

Il est intéressant de noter qu'environ 25% des étudiants ayant obtenu un DEC en Sciences humaines ont ensuite obtenu un diplôme dans l'une des Facultés d'éducation des universités québécoises. Ils sont également nombreux à diplômés dans des programmes reliés aux diverses Facultés des sciences de l'administration (22%). Les autres programmes universitaires où l'on retrouve le plus d'ex-cégépiens des Sciences humaines sont : la psychologie avec (8%), le droit (6%), de la science politique (3,8%), de l'histoire (3,2%) et la science économique (2,8%). La sociologie compte pour 1,7%, le travail social 2,2% et l'anthropologie à 0,8%⁴⁵.

Concurrence et conflits entre disciplines dans la construction locale des programmes

Le ministère et la DGEC accordent une importante marge de manœuvre à chacun des cégeps dans l'établissement d'une séquence de cours et de profils de formation adaptés. Cette marge de manœuvre locale est source de tensions et de conflits dans bon nombre de cégeps. Chaque discipline fait valoir avec brio l'importance de mettre au programme tel ou tel cours, chacune faisant valoir son apport incontournable et essentiel. Localement, différents facteurs peuvent influencer le processus de décision en faveur de l'une ou l'autre discipline. Il est effectivement relativement facile de plaider la cause de chacune des disciplines concurrentes. L'importance de connaître l'histoire de s'orienter dans le temps et dans l'espace de comprendre l'importance de nos institutions politiques et économiques, de saisir les enjeux de société Il y a aussi l'aspect « science » des sciences humaines qui peut être mis de l'avant. Toute cette argumentation très valable risque de se voir édulcorée ou relativisée par d'autres considérations beaucoup moins nobles : le surplus de personnel, la qualité du personnel local, les rapports de force que certains auront réussi à établir, une perception teintée de préjugés et une compréhension souvent assez sommaire des sciences humaines de la part de certains administrateurs. Bref les impératifs et enjeux locaux jouent un rôle déterminant dans la construction d'un programme d'études. Les départements font partie de programmes d'études; les étudiantes et étudiants s'inscrivent dans un programme; cette structure place parfois les départements dans une situation de défense des intérêts de son groupe, en opposition aux intérêts du programme.

C'est le programme qui devrait logiquement constituer l'unité organisationnelle de base dans le fonctionnement des cégeps. Les cégeps ont été conçus en calquant le modèle universitaire où départements et programmes se recoupent généralement. Nombre de conflits proviennent du fait que les disciplines finissent par faire passer leurs intérêts avant ceux des programmes d'études. Les tensions locales autour de la place occupée dans les programmes peuvent devenir extrêmement lourdes et contre-productives et perdurent parfois des années.

Qu'il s'agisse de la sociologie ou de toute autre discipline, la place qu'elle prendra dans un programme ou un profil devrait en principe répondre à des objectifs de formation. Que souhaite-t-on transmettre aux étudiants? Quelle est la meilleure manière de leur faire acquérir les concepts ou habiletés souhaités? Quelle progression dans les apprentissages est-il souhaitable d'établir? Quels sont les concepts, notions et habiletés intellectuels incontournables dans un programme donné? Comment fixer la place d'une discipline dans ce contexte?

Lorsqu'on a le choix entre plusieurs disciplines pour étudier un même phénomène cela constitue sans doute une richesse. Cependant, comme les ressources sont limitées, cela force les institutions à faire des choix. Sur quelle base doivent-ils être faits?

Présentement, au niveau collégial, il existe peu d'études ou autres outils de travail pour alimenter la réflexion en ce sens. Aux niveaux primaire et secondaire, la didactique des sciences humaines, de l'histoire et de la géographie existe depuis longtemps. Au collégial, la tradition qui s'est créée depuis les débuts du réseau favorisait surtout une liberté académique calquée sur le modèle universitaire. Résultat? Les enseignants de niveau collégial ont souvent de la difficulté à s'entendre sur bon nombre de questions de base telles, par exemple, les contenus et le niveau de difficulté requis par un cours d'initiation. D'une discipline à l'autre, certains cours d'initiation font appel à des habiletés complexes d'analyse alors que d'autres se limitent à l'enseignement de connaissances de nature encyclopédique faisant davantage appel à la rétention de connaissances diverses. Il ne s'agit pas de juger la valeur de ces pratiques mais surtout de voir que cette divergence dans les pratiques pédagogiques place les étudiants devant des niveaux de difficultés fort différents, ce qui engendre notamment des problèmes d'équité et de qualité de formation. Ce type de problème est présent d'une discipline à l'autre mais également à l'intérieur d'une même discipline.

La sociologie constitue un cas-type en cette matière. Le nouveau programme en Sciences humaines a mis en place une séquence qui incite fortement les cégeps à proposer des cours d'initiation disciplinaire avant de passer à des cours plus spécialisés. Or il existe chez les enseignants en sociologie de niveau collégial des divergences assez importantes quant au contenu et à la manière d'initier les étudiants à cette discipline. Malgré la mise en place de plans-cadres⁴⁶ dans les

départements pour orienter les cours, la marge de manœuvre de chaque enseignant demeure importante. Comme il n'y a pas de manuel de sociologie générale qui fasse consensus au Québec présentement, comme c'était peut-être le cas lorsque le manuel de sociologie générale de Guy Rocher a été lancé dans les années '60, les enseignants de chaque cégep tentent avec plus ou moins de succès de s'entendre sur le contenu des cours offerts. Force est de constater qu'il n'existe pas une didactique de la sociologie qui fasse consensus parmi les sociologues et les pédagogues de la sociologie. Est-ce possible ou souhaitable de s'entendre sur un certain nombre de concepts incontournables en sociologie et sur une approche pédagogique qui clarifierait son statut de science?

Le fait qu'il n'y ait pas de consensus sur un corpus disciplinaire essentiel peut paraître anodin mais il pose plusieurs problèmes aux enseignants de niveau collégial, surtout en ce qui a trait à l'initiation disciplinaire. Par exemple, lorsqu'on enseigne à des jeunes qui, pour la plupart, occuperont des emplois dans des domaines variés: enseignement, droit, psychologie, administration... qui, souvent, ne suivront aucun autre cours de sociologie, quels sont les contenus essentiels à transmettre à ces futurs citoyens? Comme chaque cégep, voire chaque département, est largement maître d'œuvre de ces cours, comment les universités peuvent-elles s'appuyer sur les programmes des cégeps pour poursuivre la formation étudiante? Une clarification de ce qui devrait s'enseigner en sociologie ne viendrait-elle pas mettre en valeur la pertinence et la puissance de l'analyse sociologique et en définitive, renforcer cette discipline? La sociologie permet de s'appuyer sur des questions socialement vives pour faire valoir son expertise, ne serait-ce pas l'une des choses à valoriser grandement? Présentement, la sociologie est en concurrence avec plusieurs autres disciplines qui présentent des corpus conceptuels et scientifiques pertinents pour comprendre différents phénomènes humains. Pourquoi la sociologie serait-elle indispensable dans le cadre de certains programmes d'études de niveau collégial? Quelles forces et quelles particularités la rendent essentielle à cet ordre d'enseignement?

Questions aux sociologues du Québec...

Des questions épistémologiques, pédagogiques et de l'ordre de notre système d'éducation sont soulevées par le mode actuel d'enseignement disciplinaire dans les cégeps.

Présentement, que peut faire valoir la sociologie pour démontrer sa pertinence dans le cadre d'une formation collégiale? Son approche scientifique pour analyser différents phénomènes sociaux et humains? N'est-ce pas ce qui devrait notamment la distinguer de la philosophie? Les interventions des sociologues sur la place publique ne permettent pas toujours de les distinguer des collègues philosophes, anthropologues, politologues, économistes, etc. Comment les sociologues se démarquent-ils? Plusieurs analyses sociologiques se fondent sur une forme d'argumentation davantage fondée

sur une analyse conceptuelle, telle celle couramment utilisée en philosophie, plutôt que sur une approche durkheimienne appuyée sur des faits observables. En outre, plusieurs champs disciplinaires présentent des analyses qui se calquent sur la tradition scientifique de type sociologique: sciences des religions (études des rapports entre religion et société), ethnologie (description de sociétés et de cultures), sciences politiques (pouvoir, conflits, rapport de force), sciences économiques (analyses chiffrées en santé, en éducation, sur la pauvreté), criminologie (violence sociale, contrôle social), géographie (démographie, nordicité, modèle de développement urbain), etc. Qu'est-ce que la sociologie offre de plus significatif que ses concurrents? On a parfois l'impression que toutes ces disciplines finissent par faire une forme de sociologie... La psychologie occupe le terrain de l'étude de l'individu mais elle a appris à tenir compte de la culture, puisque l'identité en est largement tributaire. Récemment, elle se fraye un chemin sur le terrain de l'interculturel⁴⁷ et, depuis longtemps, au Québec, elle s'est largement appropriée le terrain de la psychosociologie. Comme il est souvent plus intéressant et pertinent de faire une analyse systématique pour tenter d'expliquer des phénomènes, il semble que tous viennent sur le terrain de la sociologie, à un moment ou l'autre.

Certes, pour analyser les grands problèmes de notre temps, une approche pluridisciplinaire est sans doute la plus crédible et fertile. Mais dans une perspective de didactique disciplinaire, au collégial et en sciences humaines en particulier, il faut arriver à camper la pertinence de certaines disciplines et à montrer la nécessité de se doter d'une approche scientifique. Il s'agit également d'initier à une discipline et d'en présenter la spécificité. Les sciences ne devraient-elles pas se compléter plutôt que se concurrencer? Les susceptibilités disciplinaires ne sont-elles pas futiles si les grands objectifs du programme semblent respectés? Encore ici, quels outils existe-t-il pour soutenir la prise de décision dans la construction d'un programme de formation en Sciences humaines ou ailleurs?

La sociologie offre un mode de réflexion global, qui se rapproche de la physique par sa manière de dévoiler les rouages d'un système et plusieurs de ses découvertes sont maintenant acceptées et intégrées par d'autres disciplines. Les historiens ont intégré les analyses de Weber et de Marx à leur vision de l'histoire. Les travailleurs sociaux optent souvent pour une approche systémique, appuyée par une démarche de type sociologique dans leurs interventions. Sa méthode scientifique et sa capacité de mettre en évidence les rouages d'un système social, les enjeux, conflits et contradictions qui découlent des choix culturels et systémiques effectués par un groupe humain et sa méthode scientifique représentent les grandes forces de cette discipline. Ce sont ces grandes qualités qu'elle a léguées aux sciences humaines et qui ont été la source de son influence sur plusieurs autres sciences. Comment transmettre cette importante tradition d'une manière qui lui rende justice?

Au plan de la didactique de la sociologie, une tentative de cohésion a été favorisée par la présence de l'APPSC. Cette association bénévole a permis des échanges pédagogiques fructueux et elle a contribué à maintenir un minimum de cohérence dans l'enseignement de la sociologie dans plusieurs programmes du réseau. Également, un certain nombre de manuels ont été produits pour les cours de niveau collégial, mais ils ne font pas l'unanimité, certains les jugeant trop près de la sociologie américaine et pas assez critiques. Ces manuels sont certainement imparfaits et peuvent paraître pédagogiquement contraignants mais ne peuvent-ils pas contribuer à camper plus solidement la discipline en accroissant sa cohésion ? Plusieurs approches pédagogiques, pour initier à la sociologie de futurs professionnels dans des domaines variés, semblent valables. Faut-il présenter les grandes écoles de pensée et montrer les avantages et inconvénients de chacune ou encore prendre d'emblée une position théorique identifiable ? Du côté du réseau anglophone, les enseignants ont accès à très grand nombre de manuels américains et canadiens-anglais. Lorsqu'on les examine, il y a des thématiques et des concepts récurrents et une forme d'initiation assez standardisée. Les écoles de pensée ne constituent-elles pas des approches appuyées scientifiquement et non des dogmes ? Une forme de neutralité axiologique n'est-elle pas une condition essentielle au traitement scientifique de phénomènes sociaux et humains ? Les enseignants des cégeps effectuent un métier, en soi assez complexe, et ont une chance inouïe d'éveiller les consciences à divers enjeux de société. Force est de constater que la sociologie québécoise présente un discours éclaté. Il n'y a pas de communauté des sociologues ou d'ordre professionnel comme on en retrouve en psychologie par exemple. N'y aurait-il pas lieu de réfléchir à une forme de monitoring de la qualité de la sociologie québécoise et de son enseignement ?

Le réseau collégial ressemble peu à un réseau. Comme mentionné, chaque cégep détient une bonne marge de manœuvre dans la mise en œuvre de ses programmes. Dans certaines régions, surtout à Montréal et à Québec, il existe une vive concurrence entre les cégeps. Plus le ministère est minimaliste dans ses directives, plus la loi de l'offre et la demande peut s'appliquer... Est-ce bien ce dont un système d'éducation a besoin pour orienter son développement, surtout que l'instruction y est gratuite ? Un cégep « populaire » est-il gage d'une meilleure formation ? Les disciplines ou les cours à la mode sont-ils les plus pertinents ? Dans l'organisation même des cégeps, les départements et les disciplines qui se

retrouvent en concurrence pour se tailler une place dans les programmes, est-ce pédagogiquement sain ? Ne serait-il pas préférable de développer une forme de projet collectif d'enseignement, de se doter d'une meilleure vision du réseau ? Est-ce souhaitable que les enjeux et rapports de force locaux déterminent une proportion importante du contenu des programmes ? Ne serait-il pas préférable que les facultés universitaires discernent mieux la formation dispensée aux étudiants, comme en sciences de la nature ? La diversité dans les programmes de sciences humaines, doublée d'une incohérence dans les discours disciplinaires ne contribuent-ils pas à nuire à la crédibilité des sciences humaines ?

Les sociologues dans les collèges sont présentement responsables de plusieurs titres de cours, dans plusieurs programmes. L'approche par compétences les a forcés à diversifier les titres de cours offerts et à spécialiser leur enseignement dans plusieurs programmes. En plus des cours d'initiation à la sociologie, des titres de cours portant sur le Québec, le changement social, les communautés culturelles, la santé, la famille, l'éducation, les médias et bien d'autres encore sont offerts dans le réseau. Certains enseignants ont l'impression de travailler extrêmement fort pour satisfaire chacun des programmes où ils sont conviés. Certains d'entre eux s'interrogent sur leur capacité à maîtriser autant de domaines spécifiques. Étrangement, ce sont dans les cours de base en sciences humaines que les divergences sur le plan du réseau sont les plus importantes. Les cours portant sur des contenus plus spécialisés semblent favoriser davantage de similitudes.

Le contexte engendré par la transformation des programmes selon l'approche par compétences a fait en sorte que de plus en plus de disciplines concurrentes tentent de s'approprier les compétences qui relevaient généralement de la sociologie, prétextant une approche plus pertinente, plus pragmatique... Les psychologues, criminologues, politologues, anthropologues, travailleurs sociaux et autres présentent tous une bonne argumentation pour plaider leur cause et revendiquer une place dans les programmes. La partie se joue dans chaque cégep. Une forme de didactique des sciences humaines, qui permettrait de discerner les concepts et habiletés transdisciplinaires incontournables et la meilleure façon de les transmettre, ne pourrait-elle pas contribuer à atténuer les effets négatifs de cette concurrence générée par l'organisation même du réseau et des programmes ?

La sociologie : une science en déclin ?

Pour soutenir la sociologie et sa visibilité, la communauté scientifique des sociologues ne devrait-elle pas prendre davantage de place dans l'espace public ? Qui a relevé les Fernand Dumont, Marcel Rioux, Jacques Grand-Maison, Guy Rocher et autres sociologues qui étaient régulièrement visibles sur la place publique ? Les universitaires n'ont-ils pas un rôle significatif à jouer dans le développement d'une discipline ? Cette discipline qui a osé et qui ose toujours mettre en évidence les rouages de différents systèmes sociaux, leur violence, leur inhumanité et la responsabilité sociale et systémique de l'humain dans cet état de fait... n'en avons-nous pas besoin aujourd'hui plus que jamais ? Les universitaires québécois en sociologie et en sciences humaines sont-ils aussi victimes d'enfermement dans la recherche subventionnée plutôt que subversive ? Le manque de cohésion de la communauté disciplinaire et scientifique ne constitue-t-il pas le talon d'Achille de la sociologie et des sciences humaines ? Les facultés universitaires ne devraient-elles pas exercer un leadership dans le rayonnement d'une science et dans la cohésion disciplinaire ? Comment défendre la place d'une discipline dans le cadre d'institutions ou sur la place publique, lorsqu'elle a de la difficulté à se définir et à s'entendre sur un noyau incontournable de concepts et de théories ? Les sciences humaines doivent être conçues comme un ensemble cohérent de disciplines occupant respectivement un espace pertinent et propice à des réflexions fertiles sur le monde actuel. Quelle est la spécificité de la sociologie dans ce vaste champ d'études ? La sociologie dans le réseau des cégeps se portera bien si l'ensemble de la sociologie québécoise reste dynamique. De même, dans le système collégial actuel, la santé du programme Sciences humaines est importante pour toutes les disciplines qui y œuvrent, et ce programme est victime de préjugés tenaces. Dans les programmes techniques, les cours de sociologie sont souvent précaires et sont soumis aux aléas de décisions locales. L'APPSC et quelques autres associations de professeurs bénévoles ont travaillé à maintenir une certaine uniformité du réseau collégial. En ce qui a trait à l'APPSC, cette association est présentement essoufflée et manque de relève. Peu de jeunes s'y intéressent présentement et son avenir est incertain. Il semble pourtant souhaitable qu'une forme de préoccupation de la qualité, du statut, du rayonnement et du mode de transmission de la sociologie soit maintenue, dans les cégeps comme ailleurs. Qui peut prendre la balle au bond ?

⁴³ Du côté du réseau collégial anglophone, les cours de philosophie rattachés à la formation générale sont remplacés par des cours de « Humanities ». Il peut cependant y avoir des cours de philosophie offerts dans des programmes tels Sciences humaines ou Histoire et civilisation.

⁴⁴ Ce cours d'initiation à la science économique vise à expliquer les fondements de la vie économique en société.

⁴⁵ Les pourcentages présentés ont été calculés à partir de données du MELS/GDEU, novembre 2006: Cheminement universitaire au baccalauréat des personnes diplômées des collèges. Cohorte 1999-2000 débutant à l'automne 2000.

⁴⁶ Les plans-cadres servent de référentiels dans la construction du plan de cours de chacun des professeurs. Les équipes disciplinaires déterminent localement les plans-cadres de chacun des cours dont ils sont responsables. Arriver à s'entendre les contenus essentiels de certains cours peut constituer un défi important pour ces équipes.

⁴⁷ À l'Université de Sherbrooke, le département de psychologie a mis sur pied une concentration en psychologie des relations interculturelles.

Un anthropologue « à la marge » et la découverte des espaces de jeux

Par Marc Perreault, chercheur indépendant

L'anthropologie est entrée dans ma vie tel un accident de parcours. Au collège, j'ai même essayé de l'éviter. L'accent du programme mis strictement sur les aspects de la primitivité n'éveillait guère en moi d'intérêt. Ma rencontre avec un professeur excentrique, se plaisant à raconter ses péripéties amazoniennes, sut toutefois capter mon attention pour cette « science de l'homme ».

Mes débuts universitaires, vers le milieu des années 1970, furent marqués par un sentiment ambivalent d'émerveillement et de frustration. Émerveillement : parce que je découvrais la richesse des connaissances que nous enseigne l'étude des « sociétés primitives ». Frustration : parce que le message implicite que nous envoyaient nos professeurs était que nous assistions à la fin de la véritable ethnologie⁴⁸. Nous avions l'impression comme étudiants d'avoir devant nous les derniers « vrais » anthropologues et savions que seule une minorité vivrait un jour l'expérience d'un terrain classique. Une ethnologie critique d'inspiration marxiste semblait vouloir ouvrir l'anthropologie vers de nouveaux horizons, telle que l'étude des sociétés industrielles, mais les contours de cette nouvelle anthropologie étaient plutôt flous et difficiles à distinguer de la sociologie ou autres disciplines apparentées. Dans tous les cas, primait ce sentiment qu'il s'agissait d'une « ethnologie prétexte » et dévaluée. L'espoir qu'un autre type d'anthropologie était possible, soit une anthropologie appliquée davantage tournée vers les enjeux de la contemporanéité, a été ravivé en moi lorsque je suis devenu un assidu des présentations mensuelles du GIRAME⁴⁹.

Insatisfait par un cursus privilégiant l'étude de l'Autre lointain et reléguant l'étude du proche et du semblable à un deuxième plan, j'ai

puisé mes principales sources d'inspiration dans d'autres disciplines. En complément de mes lectures en anthropologie, je devorais un à un les livres de philosophie. Au menu d'abord la phénoménologie avec Husserl, Sartre, Merleau-Ponty, mais aussi Kierkegaard, Deleuze, Lyotard et, plus tard, Foucault et Wittgenstein pour ne nommer que les plus significatifs. Avec ces auteurs, auxquels je dois ajouter le nom de Freud, j'avais l'impression de mieux connaître la subjectivité humaine qui se dissimule derrière l'objectivisme des descriptions et analyses du social faites par les anthropologues. Une exception, parmi tous les auteurs qui m'ont influencé, soit l'inclassable G. Bateson, qui a été un véritable modèle pour moi avec ses travaux se situant aux frontières de l'ethnologie, de la biologie, de la communication et de la psychiatrie.

Mais, c'est sur le terrain, dans une suite d'événements qui ont eu lieu en marge de mes recherches, que s'est véritablement forgé mon regard actuel d'anthropologue. Assailli dès mon arrivée sur le terrain au Brésil par une bande de jeunes gamins, puis expulsé du logement où je co-habitaïs parce que l'on me croyait suivi par les marginaux de la rue, je me trouvais vite dans une impasse. Alors que mon but était d'étudier de l'intérieur certains milieux marginaux, voilà que je me retrouvais en plein milieu du « dilemme brésilien » dont parle R. da Matta⁵⁰, lequel se résume par l'opposition irréconciliable de l'espace de la maison avec celui de la rue. Pour ne pas éclater sous l'effet de la violence qui sépare ces deux « espaces fondamentaux » aux éthiques et aux conceptions du monde antinomiques, la société brésilienne aurait besoin d'espaces de transition tel que le carnaval. La nécessité de ces espaces de transition, qui assurent la reproduction de la société et de ses inégalités, s'est traduite, dans mon cas, par la révélation de l'importance sociale des « espaces de

jeux ». Mon travail sur le terrain ne s'est plus dès lors centré sur l'explication des nombreux problèmes qui tiraillent la société, mais sur la recherche des espaces de jeux par rapport auxquels il m'était possible de me positionner comme étranger. Pour ne pas sombrer dans le chaos, la société brésilienne a besoin de multiplier et de régulariser ces espaces de jeux qui agissent à la fois comme ciment et lubrifiant sociaux. Ces *marges de liberté* et *marges d'incertitude* sont aussi des lieux de pouvoir et d'expression de prédilection pour les exclus et les groupes les plus démunis de la société⁵¹.

L'importance sociale et symbolique des « espaces de jeux » n'est pas propre au Brésil. Aussi, depuis, ma démarche d'anthropologue de la marginalité consiste-t-elle à repérer ces espaces et les forces créatrices qui les dynamisent dans leurs rapports avec la société englobante. Mais comment définir ces espaces, comment définir en fait le concept même d'espace ? Une autre fois, force est d'admettre que l'anthropologie seule nous fournit peu d'éléments d'explication. D'où la nécessité de poursuivre le dialogue interdisciplinaire, en l'ouvrant autant aux historiens et philosophes de l'espace (de Certeau, Virilio), aux théoriciens et historiens de l'art et de la littérature (Panofsky, Faure, Blanchot), aux philosophes et épistémologues des sciences (J. Merleau-Ponty, Bachelard, Prigogine), aux spécialistes de l'esthétique et du paysage (Cauquelin, A. Berque, Roger), qu'aux penseurs des jeux et de leurs fonctions (Huizinga, Caillois, Henriot, Bourdieu, Winnicott) provenant de tous les horizons du savoir, pour ne nommer que quelques disciplines et auteurs à la base de mes inspirations anthropologiques.

La beauté de l'anthropologie est qu'elle se situe, pour moi, au cœur de ce dialogue que je souhaite pouvoir alimenter avec mon regard d'anthropologue « à la marge » de ses principales institutions.

⁴⁸ Cette fin annoncée de l'ethnologie n'était pas nouvelle. B. Malinowski, en 1921, dans l'avant-propos de son livre sur *Les Argonautes du Pacifique occidental* souligne d'entrée de jeu « la situation à la fois ridicule et déplorable, pour ne pas dire tragique » de l'ethnologie, puisque le « matériau sur lequel porte son étude disparaît avec une rapidité désespérante. »

⁴⁹ Groupe interuniversitaire de recherche en anthropologie médicale et ethnopsychiatrie.

⁵⁰ Voir, entre autres, de cet auteur en traduction française, le livre *Carnaval, bandits et héros. Ambiguïtés de la société brésilienne* publié en 1983 aux éditions du Seuil à Paris.

⁵¹ Sur ce propos, se référer à ma thèse de doctorat : *Espaces, règles et jeux. Mythes intellectuels, « carnavalisation du monde » et invention de l'identité brésilienne*. Département d'anthropologie, Université de Montréal, 2003.

Inspirations monographiques. Extraits d'un journal de terrain

Frédéric Parent,
doctorant, Université de Montréal

Arpentant, par un bel avant-midi d'été, les routes d'un village québécois, je ne peux m'empêcher de penser à ces « vieux » anthropologues et sociologues qui ont réalisé des études monographiques du Québec rural. Ces « anciens » et « anciennes » (on oublie

trop souvent Colette Moreux) s'imposent insidieusement à mes pensées lorsque, à ma droite, sur le chemin principal, j'aperçois sur la grande galerie d'une maison – qui fut autrefois un salon funéraire appartenant à une famille importante de l'endroit – quatre personnes qui se balançaient frénétiquement sur leur chaise. Sourire aux lèvres, je me remémorais la « philosophie » de la berceuse élaborée par Marcel Rioux à l'Île-Verte. Se bercer aurait un

effet « rassérénant » ! Je sortis brusquement de mes songes en entendant les cloches de l'église annonçant la messe matinale de la semaine. Mon regard dévia en apercevant quelques personnes marchant jusqu'à la belle église qui conserve encore aujourd'hui ses allures d'autrefois avec son recouvrement en bois. Rioux, encore lui, m'avait déjà prévenu ! Ce sont essentiellement des femmes qui assistent à la messe sur semaine.

Rioux observait que certaines d'entre elles cachait mal leur amour pour leur curé ! Il serait toutefois surprenant que ce soit le cas actuellement, puisque le curé est maintenant partagé ou « déchiré » entre quatre paroisses et qu'il a délaissé le presbytère transformé en résidences pour personnes âgées depuis quelques années. Certains paroissiens lui en ont voulu longtemps. Depuis ce jour, le curé doit continuellement montrer sa « bonne foi ». Il ne tente pas de se faire avocat – comme plusieurs curés d'autrefois – mais cherche plutôt à temporiser les conflits. Sa position ne le permet pas. Il doit prêcher par l'exemple.

Mes nombreuses promenades dans ce village m'ont permis d'observer que le religieux n'est pas encore strictement confiné dans l'église et l'espace privé, même si tout

nous pousse à penser le contraire. Avec la Révolution tranquille, la religion n'a-t-elle pas « foutu le camp » !? Il est paradoxal de constater que chaque réunion du conseil municipal débute par une prière alors qu'un mouvement pour l'évangélisation et l'éveil de la foi chez les jeunes – mouvement qui veut suppléer à l'abolition de l'enseignement catholique dans les écoles – se fait refuser l'accès à l'école. Sous peu, la paroisse transformera sa structure afin de faire face à la pénurie de prêtres. Cette structure regroupera toutes les associations du village afin de mieux coordonner les activités de chacune. Le curé fut même invité à faire la bénédiction du nouveau siège social de la Caisse Populaire Desjardins qui regroupe trois municipalités.

La monographie est la description d'un travail d'observation sur le « terrain » qui veut rendre compte de la multiplicité des espaces-temps sociaux dont l'espace-temps religieux que je viens de décrire brièvement. Par sa définition même, la monographie, et ce peut importe son objet (groupes sociaux, communauté, etc.), est l'étude de l'hétérogénéité du social. De plus, avant de pouvoir expliquer, il faut d'abord décrire et « ce sont les données de l'observation qui servent de point de départ, de fondement à l'expérimentation »⁵². Ces données sont des traces des différentes expériences concrètes de la vie en société et permettent le cumul sociographique. Elles sont malheureusement trop peu exploitées en sociologie.

⁵² Léon Gérin, « La science sociale. Aperçu d'une méthode simple d'observation, d'étude, d'enseignement », *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, III, 1909, p. 139.

Radios et « étranges lucarnes » en Afrique

Jean-Claude Muller⁵³, Département d'anthropologie, Université de Montréal

Si je reprends ici ce terme inventé par *Le Canard enchaîné*, c'est avant tout pour dire mon étonnement de voir la popularité croissante qu'a prise en quelques années la télévision en Afrique. J'avais quitté le Nigéria en 1967, époque où la télévision nationale nigériane en était à ses premiers balbutiements et même inexistante à l'endroit où je travaillais, une brousse privée d'électricité. La radio était, elle, omniprésente et certains affirment – ce que je crois – qu'elle fut manipulée pour inciter les massacres d'Ibo dans le nord du pays juste avant la guerre dite « du Biafra ». En brousse, bien des gens avaient des appareils à piles et les plus instruits se tenaient au courant de l'actualité, tant nationale qu'internationale, avec une bonne dose de méfiance pour certaines des nouvelles nationales. L'ethnie voisine de celle que j'étudiais était même en train de se doter d'une radio locale, diffusant les potins et annonçant les événements à venir en langue locale, parlée par 18 000 personnes seulement.

Dix-huit ans plus tard, je retournai en Afrique, au Cameroun pour un pré-terrain. Changement complet ! La télévision était partout dans les villes avec électricité mais aussi dans de plus petites agglomérations. Je visitai Mbé, la localité qui me servit de base pendant treize ans, une petite ville d'un peu plus de 2000 habitants à l'époque, pendant la Coupe du monde de football (soccer) qui se déroulait en Italie. L'électricité n'y était pas dispensée sauf privément par des génératrices mais il y avait des télévisions actionnées par celles-ci, surtout dans des restaurants-buvettes qui faisaient le plein chaque soir pour voir les

matches, surtout ceux avec l'équipe nationale camerounaise, les fameux *Lions Indomptables*. Le chauffeur qui m'accompagnait avait d'ailleurs planifié cette première reconnaissance visant à me trouver un groupe à étudier en faisant étape pour la nuit dans les endroits où il avait des amis qui possédaient des télévisions.

Après m'être établi à Mbé pour une dizaine de séjours de quelques mois, j'appris aussi qu'il existait une radio qui diffusait quelques heures d'émissions en langue locale sur divers sujets, dont une émission religieuse pour les chrétiens et une autre pour les musulmans. On a donc, pour la radio, deux dimensions qui se complètent : d'une part, une ouverture sur le monde par les radios nationales et internationales, les nouvelles de Radio-France Internationale étant jugées plus crédibles que celles des radios nationales et, de l'autre, une dimension locale plus intime qui renforce le sentiment d'unité ethnique. Le groupe que j'étudiais comprenait environ 40 à 50,000 personnes qui parlaient plusieurs dialectes mais la radio diffusait dans le dialecte qui fut écrit le premier par les missionnaires et qui est aujourd'hui compris de tous. Cette ethnie était aussi divisée administrativement et les élites tentaient de la regrouper en une seule entité, un regroupement que la radio approuvait.

Quant à la télévision, une émission très courue était *Tam Tam Week-End*, consacrée chaque semaine aux coutumes de l'un ou l'autre des peuples du Cameroun. Lors de mes premiers séjours, les gens étaient très vexés parce que plusieurs peuples voisins – qu'ils considéraient comme arriérés – avaient eu l'honneur d'y figurer et ils se demandaient

pourquoi la télévision n'était pas encore venue chez eux. L'arrivée subséquente des caméras fut un grand soulagement parce que l'ethnie était enfin reconnue à l'égal des autres peuples du Cameroun.

En ville, à Ngaoundéré, je regardais quelquefois la télévision avec des Peuls, autrefois esclavagistes et qui avaient des unions avec des femmes esclaves noires, dont on imagine facilement les résultats. La pigmentation des Peuls va du brun clair au noir le plus foncé ce qui peut donner lieu à plus d'une spéculation. Une des séries télévisées les plus suivies était une suite brésilienne interminable intitulée *Mademoiselle* et qui tournait justement autour de ces relations entre maître et esclave dans une plantation, personne ne sachant exactement de qui étaient certains enfants qui se révélaient ceux du maître, une situation semblable à celle des Peuls.

Ce ne sont ici que des observations fragmentaires, mes sujets d'études étant bien différents. Mais il me semble que le sujet des effets et répercussions des émissions de radios locales et étrangères ainsi que celles des télévisions tant locales qu'étrangères serait un sujet d'étude en soi digne d'attention. Par exemple, pour parler d'un exemple moins sinistre que du rôle de la radio dans le génocide rwandais, bien documenté celui-là, on cite le cas d'un culte de possession dans lequel les contorsions des possédés se sont considérablement assagies car un cinéaste qui tournait un documentaire pour la télévision nationale les avaient jugées trop violentes pour être programmées. C'est maintenant le « style télévision » qui prévaut.

⁵³ Professeure titulaire retraitée du Département d'anthropologie de l'Université de Montréal.

ADHÉSION / RENOUELEMENT 2008

Nom : Prénom :

Adresse (rés. ou bur.):

Ville : Province : Code Postal :

Tél. (rés.): () Tél. (bur.): () Téléc.: ()

Courriel : Institution d'attache :

Sexe : Féminin ☐ Masculin ☐ Discipline : Anthropologie ☐ Sociologie ☐

J'accepte que mon nom soit transmis pour sollicitations (ex. : autres associations, médias...) ☐

STATUT

administrateur-trice ☐ chargé-e de cours ☐ chercheur-e ☐ étudiant-e ☐
 professeur-e ☐ professionnel-le ☐ retraité-e ☐ sans emploi ☐

CHAMPS D'INTÉRÊT (domaines ou aires de recherche)

.....

COTISATION 2008

Pour devenir membre de l'ACSALF, il suffit de s'acquitter de la cotisation (25\$ ou 55\$, selon le cas). Les membres peuvent également bénéficier du tarif réduit aux revues offertes par l'association.

Abonnement	Membre étudiant-e* (25\$ + ...)	Membre régulier (55\$ + ...)
Anthropologie et sociétés	20,00\$ ☐	32,00\$ ☐
Cahiers de recherche sociologique	25,00\$ ☐	35,00\$ ☐
Recherches Amérindiennes au Québec	35,00\$ ☐	39,00\$ ☐
Recherches sociographiques	27,00\$ ☐	40,00\$ ☐
Sociologie et sociétés	26,00\$ ☐	36,00\$ ☐
TOTAL :	25,00\$ + = 25,00\$ (sans revue) = 25,00\$	55,00\$ + = 55,00\$ (sans revue) = 55,00\$

*Joindre une photocopie de votre carte d'étudiant-e. (obligatoire)

Mode de paiement : ☐ carte de crédit (Visa ☐ MC ☐) No de carte : exp. :

☐ chèque ci-joint (libellé à l'ordre de ACSALF) Signature :

Merci de remplir le formulaire et d'en transmettre une copie à une ou un collègue

RETOURNER À : 385, rue Sherbrooke Est, bureau 7118, Montréal QC H2X 1E3
 Tél. : (514) 499-4020 • Télécopieur : (514) 499-4065 • Courriel : acsalf@inrs-ucs.quebec.ca • Site web : www.acsalf.ca